

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie mise sur ses semences locales

L'Algérie, qui veut assurer sa sécurité alimentaire, lance un vaste programme pour la préservation de ses semences locales. Une banque de semences a été déjà lancée en Août 2022 et une autre pour les gènes sera également lancée au deuxième trimestre de 2023.

P 3



L'assurance agricole
Un véritable
facteur
de développement

P3

Energie renouvelable
L'APRUE s'inspire
de l'expertise
danoise

P4

Afrique
Les perspectives du pétrole
en 2023 sont prometteuses

P 4

Financement des projets
gazières et pétroliers
en Afrique

Vers le lancement
d'une banque d'ici fin
2023

P16

FINANCES

Le projet de loi monétaire et bancaire en débat au Sénat

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a présenté, hier lundi, devant les membres du Conseil de la nation, le projet de loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

P2

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Une nouvelle feuille de route adoptée

En ces temps où l'exportation hors hydrocarbures est devenue une priorité pour les pouvoirs publics et une nécessité majeure pour diversifier notre économie, l'agriculture est le cheval de bataille que l'Algérie a enfourché pour réussir ce pari. Si l'intention ne fait aucun doute, reste à savoir bien exploiter ses potentialités, et à bon escient.

P 5

LEVÉES DE FONDS DES START-UP AFRICAINES

En baisse de 42,8% durant le 1^{er} trimestre 2023

Alors que les incertitudes macroéconomiques pèsent sur la capacité des investisseurs à se projeter à moyen et long terme, le refroidissement du marché capital-investissement se fait de plus en plus ressentir sur le continent. Cette raréfaction des financements pousse plusieurs start-up à tailler dans leurs effectifs.

P 9

EXPULSION DE PÈLERINS ALGÉRIENS D'UN HÔTEL À LA MECQUE

Le ministère du Tourisme dément

Le ministère du Tourisme et de l'artisanat, a démenti, dimanche, les informations relayées sur les réseaux sociaux sur une prétendue expulsion de pèlerins algériens d'un hôtel à la Mecque, les qualifiant "d'infondées" et les vidéos partagées à ce sujet de "fallacieuses". "Suite aux informations relayées sur les réseaux sociaux et certains médias au sujet de la prétendue expulsion de pèlerins algériens d'un hôtel à la Mecque, le ministère du Tourisme et de l'artisanat affirme que ces informations sont infondées et les vidéos partagées à ce sujet sont fallacieuses et ne concernent pas les pèlerins algériens", lit-on dans un communiqué du ministère.

A cet effet, le ministère du Tourisme appelle "à la vérification de toute information avant sa publication ou son partage via les réseaux sociaux pour ne pas induire l'opinion publique en erreur". Après les investigations menées par ses services sur les conditions d'hébergement des pèlerins algériens à la Mecque, précisément à l'endroit cité dans cette information, il s'est avéré que "ces derniers n'ont rencontré aucune difficulté lors de leur séjour qui se déroule normalement".

Par ailleurs, le ministère a appelé les agences de tourisme "à faire preuve de professionnalisme envers leurs clients d'autant que la saison du hadj approche, l'objectif étant de leur prodiguer les meilleurs services et de leur réserver le meilleur traitement" (pèlerins), et d'éviter "d'éventuelles sanctions dues à un quelconque manquement à leurs engagements envers les hadjis et pèlerins (Omra) en particulier et les touristes en général".

R N.

FINANCES

Le texte de loi monétaire et bancaire en débat au Sénat

Le ministre des Finances, Laziz Faid a présenté, hier lundi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi monétaire et bancaire qui tend à renforcer la gouvernance et les prérogatives de la Banque d'Algérie (BA), du Conseil de la monnaie et du crédit (CMC), des banques et des établissements financiers.

Par R E

Lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faid a indiqué que la révision profonde du texte de loi monétaire et bancaire est désormais «nécessaire, en raison de l'évolution de l'environnement bancaire et de la situation macroéconomique, induisant d'importants défis en termes de définition de la politique monétaire, de progrès technologique, de contrôle des risques et de réglementation de la profession». Ce texte de loi abrogeant l'Ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, s'inscrit dans le cadre des «réformes initiées par les Pouvoirs publics et de la restructuration du secteur bancaire et financier en Algérie, afin de l'adapter aux développements survenus dans le système économique mondial et mieux répondre aux exigences de la réforme économique escomptée». Cette «profonde révision» tend, ajoute le ministre, à renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en conférant au CMC de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations que connaît l'écosystème bancaire, en élargissant ses prérogatives en matière d'agrément des banques numériques, des prestataires de services de paiement et des

courtiers indépendants, en autorisant l'ouverture de bureaux de change et en renforçant le rôle de la Commission bancaire en tant qu'autorité de supervision. Cette commission est, selon les précisions du ministre, la seule autorité de contrôle habilitée à statuer sur les violations des dispositions de la présente loi et de ses clauses, en ce qui concerne l'exposition aux risques, notamment le risque de crédit et les actes de gestion qui en résultent. Il s'agit également de renforcer les missions organisationnelles et de contrôle des institutions et de se conformer aux pratiques des banques centrales et des institutions de contrôle au niveau international. La mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'activité monétaire et bancaire, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à introduire des réformes majeures dans la gouvernance financière en Algérie, vient adapter le système bancaire à la transition économique, financière et technologique que connaît l'Algérie et répondre aux nouveaux défis posés, a rappelé M. Faid. Dans ce cadre, le ministre a passé en revue les différentes étapes d'élaboration des lois régissant l'activité bancaire en Algérie, qui ont connu plusieurs modifications depuis le début des années 1990 en vue d'être au diapason des mutations économiques et financières dans le pays. La loi N86-12 du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit a contribué à établir les règles pour l'encadrement de

l'activité bancaire, notamment en ce qui a trait au crédit, pour être ensuite abrogée par la loi N90-10 du 14 avril 1990 qui a consacré l'autonomie de la Banque d'Algérie et l'introduction de réglementations bancaires conformes aux règles de l'économie du marché. Par la suite, la loi N90-10 a été mise à jour en vertu de l'Ordonnance N 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, afin de renforcer les conditions de contrôle des banques et des institutions financières, et de mettre en place des mécanismes de surveillance, d'information et d'alerte plus précis. Les dispositions de la présente loi favoriseront la relance économique à travers le renforcement de l'inclusion financière, la diversification des sources de financement de l'économie et le développement du marché financier, a souligné le ministre des Finances. Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté à l'unanimité le projet de loi sur la monnaie et le crédit, avec l'introduction de plus de 30 amendements, portant principalement sur le renforcement de la finance islamique et la prolongation de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie et des vice-gouverneurs pour parvenir à la stabilité de la Banque d'Algérie. Il a été également proposé l'introduction d'un nouvel article 13 bis qui prévoit la prestation de serment par le gouverneur de la Banque d'Algérie et ses vice-gouverneurs.

SOUS LE THÈME «ENJEUX DE LA CULTURE ET DU TOURISME À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE NUMÉRIQUE»

Un congrès international les 14 et 15 mai à Oran

«Enjeux de la culture et du tourisme à l'ère de l'intelligence numérique» est le thème d'un congrès international prévu les 14 et 15 mai en cours à l'université des sciences et technologies "Mohammed Boudiaf" d'Oran, a-t-on appris lundi des organisateurs. Organisée par le département d'architecture de la faculté d'architecture et de génie civil de cette université, cette rencontre s'articulera autour de la mobilisation de différentes parties et organismes actifs tels que les institutions publiques, la société civile et les opérateurs économiques, en vue de valoriser les aspects culturels et patrimoniaux de l'Algérie. Ce congrès, qui réunira des experts du pays et de l'étranger, vise à échanger des expériences sur les réalisations innovantes dans le domaine de l'industrie culturelle et touristique à l'ère du numé-

rique afin de promouvoir la destination Algérie. Les organisateurs ont proposé quatre axes principaux pour les travaux de cette rencontre, à savoir "l'intelligence culturelle", "le tourisme: une révolution en marche", "l'utilisation des technologies modernes de communication par les sites culturels" ainsi que "la valorisation de la culture et du tourisme par la recherche et la formation". En marge de ce congrès, auquel assisteront des universitaires, des chercheurs, des organisations et des startups spécialisées dans la culture, le tourisme et le numérique, des espaces d'information sont programmés pour exposer des solutions innovantes au service de la culture et du tourisme.

R E.

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DE JUSTICE

Le Guichet électronique national opérationnel

Le ministère de la Justice a procédé ce lundi au lancement officiel du service «Guichet électronique national» au niveau des tribunaux administratifs. Cette innovation s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'amélioration et du développement des services judiciaires. Une plate-forme destinée à permettre la consulta-

tion du cours des affaires et des dispositifs des jugements ainsi que le retrait des copies simples de jugements et arrêts administratifs rendus par les tribunaux et les cours à partir de n'importe quelle juridiction sur le territoire national. Et ce afin de leur épargner la peine d'un déplacement jusqu'au siège de la juridiction compétente et toute perte

de temps et les dépenses importantes qui en découlent, précise un communiqué du ministère. Outre le rapprochement de la justice du citoyen, le Guichet permet aux justiciables et à leurs avocats de voir l'issue des affaires et le dispositif des jugements et d'obtenir la copie régulière des arrêts et décisions judiciaires administratifs.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie mise sur les semences locales

L'Algérie qui veut assurer son autosuffisance alimentaire lance un vaste programme pour la préservation de ses semences locales. Une banque de semences a été déjà lancée en Août 2022, et une autre pour les gènes sera également lancée au deuxième trimestre de 2023.

Par Zahir R

L'objectif principal c'est de préserver notre patrimoine génétique (végétal et animal), a souligné le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. S'exprimant lors d'une journée parlementaire sur « le rôle de la banque de semences dans la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire durable », Henni a noté que la création de cette banque au niveau du Centre national de contrôle et de certification des semences et plants (CNCC) est considéré comme étant un outil essentiel pour renforcer la sécurité, l'alimentation et la souveraineté nationale par la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole. Ainsi que la fourniture de semences et de variétés, adaptées aux changements climatiques et aux maladies, afin de répondre aux défis actuels liés notamment à la sécheresse, et il représente également un noyau de base pour la création de différents types de semence nationale. D'une capacité de stockage de

6 000 semences pour différentes filières, cette banque contient actuellement, 4.015 entrées (pour le côté botanique) : céréales, légumineuses, légumes, plantes industrielles, arbres forestiers, aromatiques et médicinaux). Quant au côté animal : (bovins, ovins, caprins, équins), et ses ressources génétiques ont été fournies par tous les instituts, et continuent d'être régulièrement sécurisées par les producteurs et les instituts affiliés à la filière. Le rôle de cette banque, ajoute le ministre, est de préserver les semences des changements anthropiques, des conditions climatiques et de l'érosion génétique, car ces semences sont considérées comme une ressource vitale, nécessaire et joue un rôle fondamental dans le développement durable de l'agriculture et le développement des territoires, par son utilisation directe ou par son introduction dans la sélection et l'amélioration, pour assurer la sécurité alimentaire, dont dépend la souveraineté nationale du pays. Ainsi, elle aura la mission de mettre à la disposition des agriculteurs des variétés de semences résistantes à la sécheresse, aux

changements climatiques et aux maladies. Sur un autre registre, le ministre a annoncé la création de 5 à 6 nouvelles banques de semences spécialisées (végétales et animales) à l'intérieur du pays, avec la préservation d'une « copie » au niveau de la banque centrale de gènes qui se trouve au niveau de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), d'une capacité de 80 000 souches. Cette banque de gènes entrera en service durant le deuxième trimestre de 2023, dont son inauguration officielle est prévue pour le 5 juillet prochain, annonce le ministre. Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire, Ibrahim Bougali a appelé à la mobilisation de la recherche scientifique et les compétences nationales pour protéger et développer le patrimoine génétique. Il a affirmé que l'idée de créer une banque de semences est au cœur d'une stratégie de sécurité intégrée visant à atteindre la sécurité alimentaire, à préserver les capacités de l'Algérie dans le domaine agricole, tout en garantissant le droit des générations futures. En somme, la démarche « ambi-

teuse » des pouvoirs publics vise à l'augmentation de la production agricole nationale en céréale notamment. Cette dernière ne couvre que 35% des besoins nationaux dans la meilleure saison, alors 65% restants sont importés de l'étranger à de coûts de millions de dollars. Une chose que le président de la République qualifie d'« inadmissible », d'autant que l'Algérie possède des potentialités importantes dans le domaine agricole. Donc, le moment est venu pour le développement de notre système agricole, en recourant à des nouvelles techniques et des semences adaptées à notre climat afin de réduire la facture d'importation « salée ». Des orientations claires ont été données dans ce sens par le président de la République, pour la facilitation de l'investissement dans les filières stratégiques dans les wilayas de Sud. L'augmentation des superficies céréales à un million d'hectares dans le Sud, et avec la généralisation du système d'irrigation, permettra à l'Algérie d'assurer son autosuffisance en céréales.

EN HAUSSE DE 38% PAR RAPPORT À 2021

4550 milliards de DA de production agricole en 2022

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni, a indiqué que la valeur de la production agricole s'est élevée à 4550 milliards de dinars au cours de l'année 2022, contre 3500 milliards de dinars en 2021, soit une augmentation de 38%, alors que le taux de couverture des besoins alimentaires (disponibles) à partir de la production nationale était de plus de 75%. Le ministre Henni a souligné, lors de la journée parlementaire organisée par la

commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement, « le rôle de la Banque nationale de semences dans la réalisation de l'autosuffisance et la garantie d'une sécurité alimentaire durable », au regard des enjeux économiques et sociaux, qui nous imposent une lourde responsabilité que représentent les défis de la sécurité alimentaire. Il représente plus du quart de la population active, y compris la diversification économique (PIB), puisque le secteur contribue

désormais à plus de 14,7% du produit national brut, équivalent à trois (03) millions de travailleurs. « Au cours de l'année 2022, la valeur de la production agricole s'est élevée à 4550 milliards de dinars, contre 3500 milliards de dinars en 2021, soit une augmentation de 38%. Couvrant les besoins alimentaires (disponibles) de la production nationale à plus de 75% », détaille-t-il.

Z R.

L'ASSURANCE AGRICOLE

Un véritable facteur de développement

La 49^e conférence et l'Assemblée générale de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA) se tiendra, du 27 au 31 mai 2023 à l'hôtel El Aurassi (Alger). Organisée par l'Union Algérienne des Sociétés d'Assurance et de Réassurance (UAR), sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmene BENABDERRAHMANE, ce rendez-vous international d'envergure portera sur le thème « La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique », dans l'objectif d'impulser une nouvelle dynamique, à savoir celle de faire de l'assurance agricole, un véritable facteur de développement. Placée sous l'égide de l'OAA, cette édition accueillera plus de 1800 participants, entre responsables de compagnies d'assurance et de réassurances africaines, représentants d'organisations internationales, d'éminents experts et conférenciers. Ils auront l'occasion d'échanger des réflexions et expertises autour de thématiques en lien avec l'industrie de l'assurance et son développement en Afrique, le rôle clé du secteur de l'assurance en Afrique dans le domaine de la sécurité alimentaire ainsi que la promotion de la coopération interafricaine en matière d'assurance et de réassurance. La conférence se focalisera aussi sur l'élaboration d'une feuille de route pour défendre la

position commune des membres de l'organisation, qui a pour but de promouvoir les intérêts stratégiques du secteur de l'assurance en Afrique. Le président de l'UAR, M. Youcef BENMICHIA, a exprimé la fierté du marché algérien des assurances d'abriter à nouveau ce grand rendez-vous continental quinze ans après avoir organisé la 35^e Conférence en 2008 au Palais du Club des Pins. Pour lui, les défis de l'assurance en Afrique sont nombreux ; en plus de la détérioration de l'environnement économique et social dans de nombreux pays, l'Afrique se trouve aussi confrontée aux risques émergents tels que les changements climatiques et les catastrophes naturelles, d'où l'intérêt de partager les expériences et les solutions assurantielles. Il considère aussi que cette rencontre est un moment privilégié pour les acteurs de l'industrie de l'assurance et de la réassurance africaine de nouer des partenariats et de consolider leurs relations d'affaires. Dans un message adressé aux participants, M. Cherif BENHABILES, Vice-président de l'OAA et président du Comité local de préparation, a indiqué que « l'Algérie s'apprête à accueillir cet important événement qui regroupera les experts et spécialistes pour débattre de la problématique de la contribution de l'industrie de l'assurance à la sécurité alimentaire en Afrique, dans une conjoncture écono-

mique marquée par des tensions et des crises survenues. à l'échelle mondiale et régionale à savoir, les changements climatiques, la pandémie de la Covid-19, les conflits, etc. » Le thème retenu pour cette édition est parfaitement en phase avec les besoins du continent africain dans son ensemble et de l'Algérie en particulier, qui considère la sécurité alimentaire comme un défi majeur. Le choix de ce thème vise à explorer les différentes approches et méthodes à mettre en place en échangeant des idées et des expériences pour les traduire en solutions concrètes adaptées à chaque stratégie et vision de développement. La rencontre prévoit un programme riche en sessions, panels et conférences, toutes centrées sur la promotion de l'assurance agricole en Afrique. Les thèmes qui seront abordés incluent le développement de solutions d'assurance pour améliorer la production agricole, les systèmes de transfert de risques catastrophes public-privé en Afrique pour renforcer la résilience continentale, la "Déclaration de Nairobi", l'évolution rapide du secteur des assurances en Afrique avec une attention particulière pour la micro-assurance et les Insurtechs comme solutions pour la sécurité alimentaire, ainsi que le rôle crucial de la réglementation et de la supervision pour faciliter l'accès aux produits d'assurance agricole indiciaires sur le continent africain.

R E.

PRODUITS AGRICOLES

La décision du Président contribuera à augmenter la production

La décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la création d'un office chargé de l'achat, auprès des agriculteurs de tous les produits de large consommation, appuie les efforts déployés par les agriculteurs dans l'augmentation et la diversification des productions agricoles et conforte les efforts de l'Etat visant à atteindre la sécurité alimentaire, souligne le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelatif Dilmi. Dans une déclaration à l'APS, M. Dilmi, saluant la décision du Président Tebboune, prise lors du dernier Conseil des ministres, a indiqué que "les agriculteurs aspiraient et espéraient voir des mesures et organismes qui reflètent les performances remarquables du secteur agricole, protègent leurs efforts et contribuent à réguler le marché des légumes et fruits". Il a dans ce sens ajouté que "la courbe ascendante de la production dans ses différentes filières requiert des moyens de régulation, de stockage, de transport et de transformation". Abondant dans le même volet, M. Dilmi est revenu sur les investissements "colossaux" dans le développement de la filière céréalière au Sud, à Adrar, Timimoun, Ain Salah et autres wilayas et les potentialités de multiplier le rendement céréalier dans ces régions et d'augmenter la production, relevant qu'"un office d'achat et de stockage de la surproduction de produits de large consommation s'inscrit en droite ligne avec la stratégie de l'Etat visant à réaliser son autosuffisance alimentaire d'ici 2024-2025". "L'office devra également avoir pour mission l'établissement d'un calendrier de déstockage pour chaque produit agricole selon les besoins du marché et d'une période maximale de stockage afin d'éviter toute tentative de spéculation", a-t-il encore développé.

APRÈS DES SEMAINES DE FLUCTUATIONS IMPORTANTES À LA BAISSÉ

Les prix du pétrole en hausse

Les prix du pétrole ont connu une hausse en début de semaine, après des semaines de fluctuations importantes à la baisse. Lundi, le baril de Brent ou brut de mer du nord, est une variation de pétrole brut faisant office de référence en Europe, coté sur l'Inter Continental Exchange (ICE), place boursière spécialisée dans le négoce de l'énergie. Il est devenu le premier standard international pour la fixation des prix du pétrole. de la mer du Nord, d'une capacité de 159 litres pour livraison en juillet, a atteint 76,54 dollars vers midi, soit une augmentation de 1,24 dollar depuis la fin de semaine précédente. De même, le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) Le West Texas Intermediate (WTI), aussi appelé Texas Light Sweet, est une variation de pétrole brut faisant office de standard dans la fixation du cours du brut et comme matière première pour les contrats à terme du pétrole auprès du Nymex (New York Mercantile Exchange), la bourse spécialisée dans l'énergie.) pour livraison en juin a augmenté de 1,28 dollar pour atteindre 72,62 dollars. Cette hausse s'explique en partie par la légère baisse du dollar américain par rapport à de nombreuses monnaies. En effet, la matière première est principalement négociée dans la monnaie américaine, et un taux de change plus avantageux augmente généralement la demande en provenance d'autres zones monétaires, comme l'Europe ou l'Asie. Cette dynamique de marché a donc contribué à renforcer les prix du pétrole brut en début de semaine.

Cependant, cette hausse doit être envisagée dans un contexte plus large. Depuis le début de l'année, les prix du pétrole ont enregistré de fortes fluctuations, en grande partie liées aux perspectives économiques incertaines dans de nombreux pays. Les fortes augmentations des taux d'intérêt par les banques centrales pour endiguer l'inflation élevée ont également été un facteur de volatilité importante pour les marchés pétroliers.

En effet, les prévisions économiques pessimistes dans de nombreux pays ont pesé sur les cours du pétrole ces dernières semaines. Les investisseurs sont particulièrement inquiets quant à l'impact des taux d'intérêt élevés sur la croissance économique, en particulier aux États-Unis, où l'on s'attend à une possible entrée en récession cette année.

Malgré la récente hausse des prix du pétrole, il est important de rester prudent quant à l'évolution future des marchés pétroliers. Les perspectives économiques incertaines et la volatilité des taux d'intérêt restent des facteurs de risque importants pour les investisseurs.

En outre, la pression sur les marchés énergétiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre devrait également avoir un impact sur la demande de pétrole à long terme.

RE/Agence

AFRIQUE

Les perspectives du pétrole en 2023 sont prometteuses

Le rapport détaille les tendances émergentes qui façonnent l'économie pétrolière mondiale et souligne le rôle de l'Afrique dans la satisfaction de la demande mondiale. Les perspectives générales de la production pétrolière africaine en 2023 sont prometteuses.

Les approvisionnements énergétiques russes vers l'Europe continuent de diminuer à la suite de la guerre en Ukraine, l'Afrique est prête à augmenter ses exportations de pétrole et de gaz naturel vers le continent, et les approvisionnements pétroliers africains devraient rester stables tout au long de l'année 2023 et au-delà.

Le rapport « The State of African Energy Q1 2023 Report » fournit plusieurs informations essentielles sur la production pétrolière africaine pour le reste de l'année. En 2023, la production mondiale de liquides (brut + condensats) devrait rester stable, avec une moyenne annuelle de 83,4 millions de bps. L'approvisionnement en liquides de l'Afrique devrait contri-

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie en mesure d'amorcer une transition "fluide"

Des spécialistes dans le domaine des énergies renouvelables et des automatisations appliquées ont affirmé, lors des travaux d'une conférence internationale abritée dimanche par l'université "Ziane Achour" de Djelfa, que l'Algérie possédait des atouts lui permettant de miser sur une transition "fluide" vers l'exploitation des énergies renouvelables.

Par R E

Les experts ont assuré au deuxième jour de cette 1^{ère} conférence qui se tient sous le thème "les solutions renouvelables pour les systèmes écologiques... vers une transition durable", que l'Algérie possédait des atouts et des capacités lui permettant de miser en force sur une transition "fluide" vers les énergies renouvelables, et d'en moderniser les systèmes et mécanismes théoriques et pratiques. Dans ce contexte, le professeur Saad Mkhilef de l'université australienne de technologie "Swin Burn" a indiqué dans son intervention sur "la nécessité du stockage énergétique", que la transition énergétique, une question d'actualité dans tous les pays du monde, devrait se concrétiser en Algérie de manière "fluide" compte tenu des atouts naturels qui font la richesse du pays, en tête desquels sa grande superficie et la diversité de son climat. "L'exploitation de ces atouts naturels devrait s'accompagner d'une stratégie pour l'utilisation d'une technologie locale, notamment en matière de fabrication de bat-

teries et des différents composants entrant dans la production énergétiques", a ajouté cet universitaire d'origine algérienne et diplômé de l'université de Sétif qui compte à son actif de nombreuses recherches et articles scientifiques. De son côté, le chercheur palestinien Haitam Abou Erroub, professeur à l'université américaine de Texas au Qatar, et directeur du centre de recherches des réseaux intelligents, a affirmé que "l'avenir des énergies renouvelables est prometteur pour l'Algérie en raison de l'existence de nombreuses données naturelles qui l'érige en un fournisseur privilégié en matière d'énergies propres, et lui permettent de couvrir la demande locale voire même extérieure".

En marge des travaux de cette conférence qui a vu la participation de 14 chercheurs d'universités étrangères et plusieurs experts représentant des universités algériennes, le directeur des études à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Aïssa Mfedjagh, a indiqué à l'APS que la question de la transition énergé-

tique revêtait "une grande importance dans la démarche de mise en œuvre des programmes prioritaires de la politique nationale".

"La question de la sécurité énergétique a été tranchée sur le plan théorique depuis 2011, en ce sens qu'un programme a été tracé pour réaliser la transition énergétique, lequel a été modifié en 2015 et enrichi en 2020", a-t-il ajouté, faisant état, à cet égard, de "60 projets de recherches réalisés dans le cadre du programme national".

M. Mfedjagh a relevé l'importance de la conjugaison des efforts de tous les secteurs pour réaliser le programme de la transition énergétique.

Pour sa part, le doyen de la faculté des sciences et de la technologie à l'université de Ziane Achour, le Pr. Ahmed Hafifa a souligné que l'exploitation des énergies renouvelables sur laquelle misait l'Algérie intervenait pour se mettre au diapason des défis mondiaux dans ce domaine et œuvrer à la réalisation de sa sécurité énergétique.

ENERGIE RENOUVELABLE

L'APRUE s'inspire de l'expertise danoise

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coopération entre l'Algérie et le Danemark, dans le domaine énergétique, une délégation algérienne, dont le représentant de l'APRUE, a participé à une visite de travail au Danemark, du 30 avril au 5 mai 2023.

Une visite organisée par l'ambassade du Danemark en Algérie, en collaboration avec le ministère des affaires étrangères et le ministère du climat, de l'énergie et des services du Danemark, et l'ambassade de l'Algérie au Danemark.

Cet échange a permis de constater in situ les progrès considérables du Danemark en ma-

tière de développement des énergies renouvelables, notamment éolien, de production de biogaz, de décarbonation, d'efficacité énergétique et, surtout, l'évolution réelle du comportement des utilisateurs de l'énergie, dans leurs déplacements, leur alimentation, et leur consommation, en général.

Un programme riche et soutenu a été mené durant cette visite, entre les rencontres et discussions fructueuses avec différents acteurs danois (ministère, confédération danoise de l'industrie, state of green, alliance danoise de l'hydrogène, ...) sur, entre autres, l'expérience danoise en matière de transition énergétique, l'importance du partena-

riat public privé dans le développement des énergies renouvelables et leur intégration dans le réseau, les solutions power to X, et, par ailleurs, les visites intéressantes d'opérateurs de réseaux et économiques et université spécialisée: TSO, ferme éolienne offshore, usine de production de biogaz, danish technical university...etc.

Enfin, l'accent a été mis sur les modalités pratiques de la poursuite de coopération entre les différentes institutions des deux pays, dans le cadre du MoU entre l'agence danoise de l'énergie et le ministère de l'énergie et des Mines.

SR

veloppement, avec des ressources pétrolières récupérables totales estimées à environ 500 millions de barils au cours de sa durée de vie.

La production angolaise est montée en flèche, atteignant 34,29 millions de barils en janvier, soit une augmentation de plus de 580 000 barils par rapport au mois précédent. Sa capacité a plus que triplé depuis l'achèvement de la réhabilitation et de l'expansion de sa raffinerie de Luanda, d'une capacité de 65 000 barils par jour.

Ces chiffres impressionnants représentent une tendance de croissance significative pour l'Afrique à l'horizon 2023. Avec plus de 70 projets pétroliers et gaziers devant entrer en service d'ici 2025, les analystes prévoient que l'Afrique pourrait produire jusqu'à 2,3 millions de barils de brut par jour d'ici 2025. Les données et les prévisions de notre rapport « The State of African Energy Q1 2023 Report » dressent un tableau encourageant de l'industrie énergétique africaine.

Agence

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Une nouvelle feuille de route adoptée

En ces temps où l'exportation hors hydrocarbures est devenue une priorité pour les pouvoirs publics et une nécessité majeure pour diversifier notre économie, l'agriculture est le cheval de bataille que l'Algérie a enfourché pour réussir ce pari. Si l'intention ne fait aucun doute, reste à savoir bien exploiter ses potentialités, et à bon escient.

Par Reda Hadi

C'est ainsi que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, a établi une feuille de route pour atteindre les 13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures. C'est donc sur ce sujet, que la chargée d'études et de synthèses au cabinet dudit ministère, s'est exprimée chez nos confrères de la radio nationale.

« L'Algérie poursuit avec ténacité sa démarche vers l'augmentation de ses exportations hors hydrocarbures avec l'objectif, pour cette année, d'atteindre les 13 milliards de dollars de recettes. Pour cela, une nouvelle feuille de route vient d'être adoptée, le 6 mai en cours, au niveau du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations », a-t-elle déclaré.

Et de poursuivre « il existe plusieurs filières où l'Algérie dispose d'avantages comparatifs avérés lui permettant d'être très compétitive sur plusieurs marchés internationaux ».

Evoquant ladite feuille de route, l'experte souligne qu'il faut cependant procéder par priorité dans le sens des produits à forte valeur ajoutée, l'objectif étant que l'acte d'exporter pèse de manière significative dans la balance commerciale.

La force de l'Algérie, dans le secteur agricole par exemple, réside dans les produits primeurs, explique-t-elle, ainsi que l'excédent de production de certains d'autres dont l'ail en ce moment. Seulement, il ne suffit pas d'exporter un excédent mais faut-il encore travailler pour assurer la régularité de son exportation avec les quantités demandées.

Un avis partagé par des experts pour lesquels, si l'agriculture possède un potentiel avéré particuliè-



rement au Sud, la notion d'exportation, doit être prise en son sens le plus strict, et non comme une directive que l'on doit appliquer. Car exporter exige une certaine coordination entre plusieurs acteurs. Et en cela, le transport est un point crucial qu'il faut absolument maîtriser.

De nos jours, il n'y a pas de place aux incertitudes et les clients sont exigeants, car eux aussi font face à certaines contraintes, dont les délais de livraison, et il arrive, que des opérateurs perdent leurs marchés en raison des retards dans le fret. En définitive expliquent ces spécialistes, la logistique est le point nodal de la réussite de ce pari. Par ailleurs, des ingénieurs agronomes à l'instar de l'experte du ministre du commerce, soulignent que l'on n'exporte pas, juste pour exporter. La notion d'exportation répond à des règles. Entre autres,

précisent-ils, les conditions légales d'exercice des opérations d'exportation de produits agricoles (nécessaires pour l'importateur). De plus l'exportateur doit être au courant des facilitations et aides à l'exportation de produits agricoles.

Par ailleurs, en matière d'exportations agricoles, il faut savoir que l'importateur exige donc des certificats de normalité, des conditions de calibrages précises et des emballages spécifiques. Des règles qui ne sont pas encore appliquées chez nos agriculteurs, habitués à la quantité. Outre cela, ces agronomes ajoutent, que la réussite de l'exportation, réside dans le fait de n'a pas se spécialiser dans une seule culture. L'exemple de l'Ukraine qui a vu sa production bloquée dans des silos, est un exemple probant.

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE SE POURSUIT

Mettre fin à la bureaucratie

L'Algérie poursuit le processus de transformation numérique par la concrétisation du projet de «gouvernance électronique» en vue de rapprocher le citoyen de l'administration et de mettre fin à la bureaucratie, et ce, à travers le développement du service public grâce à la numérisation des différents secteurs, notamment celui de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui est l'un des premiers à avoir atteint cet objectif.

En effet, dans une démarche visant à se mettre au diapason du développement accéléré des technologies de l'information et de la communication, tout en répondant aux exigences des citoyens, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a amorcé le processus de transformation numérique pour mettre fin à la bureaucratie et lever les entraves administratives qui freinent les investissements.

Dans ce cadre, et en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre du 25e engagement de son programme, à savoir "réaliser une transformation numérique pour améliorer la communication, généraliser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les administrations publiques et améliorer la gouvernance du secteur économique", le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales poursuit sa démarche de modernisation des administrations publiques et d'amélioration de la qualité du service public.

Ces efforts ont permis de dématérialiser toutes les prestations des

services d'état civil et de relier, par fibre optique, tous les sièges de wilayas, daïras, communes et plus de 1500 annexes administratives au siège du ministère de tutelle, avait affirmé le ministre du secteur, Brahim Merad.

De plus, le ministère développe actuellement plusieurs autres systèmes, dont le système d'information permettant d'établir un fichier national des ménages. Ce fichier qui sera opérationnel avant fin 2023 favorisera "un suivi minutieux et continu de la répartition de la population".

En matière de démocratie participative, une plateforme a été développée afin de permettre aux citoyens de donner leur avis et de participer à la prise de décision, avait souligné M. Merad, estimant que "le principal défi pour les collectivités locales est de réussir à tirer parti de la technologie pour mettre en place un système capable de valoriser les ressources du territoire et de réaliser la complémentarité entre les différents intervenants".

Le premier chantier au titre de la modernisation du mode de gestion dans le secteur de l'Intérieur aura été la production de documents biométriques (passeport, carte nationale d'identité et permis de conduire).

Après l'allègement des démarches administratives relatives aux documents d'état civil, dont le nombre a été ramené à 14 contre 36 auparavant, le secteur a numérisé les registres d'état civil, permettant ainsi aux citoyens de retirer ces documents en ligne.

Aussi, vu l'intérêt particulier qu'accorde le Président Tebboune aux

zones d'ombre, un système informatique national a été mis en place en 2020 pour le suivi du dossier et a permis de recenser leur nombre, d'inscrire les projets et de suivre leur avancement. Le système a également permis de régler de nombreux problèmes dont souffraient ces zones et remédier à l'absence d'indicateurs de développement", comme souligné par le président de la République qui a souhaité voir les problèmes restants résolus en 2023, au plus tard.

Sur un autre plan, le secteur a en outre mis au point un autre système informatique avec actualisation automatique pour le suivi de la situation des écoles primaires (structures, équipements, restauration, transport et travaux), en sus du suivi de la prime de scolarité. Dans le domaine de l'habitat, le secteur de l'Intérieur a mis en place un fichier national des demandeurs de logement permettant le recensement et la numérisation des demandes enregistrées, toutes formules confondues, avec possibilité d'accès à d'autres dossiers numériques, entre autres, les revenus et la propriété pour mieux identifier les priorités.

Le 6ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2022) qui a eu lieu du 25 septembre au 16 octobre 2022, a été une autre occasion où les nouvelles technologies ont été adoptées, avec l'utilisation pour la première fois, de "plus de 53.000 tablettes équipées de puces SIM de 4G, afin de faciliter et d'accélérer l'obtention des renseignements".

Cette opération supervisée par le ministère de la Numérisation et des

Statistiques permettra grâce à la mise en place d'une base statistique précise et actualisée, une planification plus efficace des politiques publiques et l'élaboration de programmes de développement adaptés aux besoins de la population.

Cette transformation numérique a permis à plusieurs wilayas du pays d'actualiser la liste des dossiers administratifs et les dossiers liés à la vie associative et politique, à l'urbanisme et autres, d'autant qu'il est désormais possible de déposer les dossiers y afférant, via le service numérique "guichet à distance".

A titre d'exemple, la wilaya d'Alger procède périodiquement à l'actualisation de la liste des dossiers administratifs dont les demandes y afférentes peuvent être déposées via ce guichet électronique, à l'instar de la prolongation de visa ou de séjour pour les ressortissants étrangers qui se trouvent légalement sur le territoire, l'enregistrement de la déclaration constitutive des associations de wilaya et communales, ainsi que la demande de déclaration d'organisations de réunions ou de manifestations publiques.

La prestation susmentionnée englobe également les opérations de solidarité (demande d'aide financière mois de Ramadhan), inhumation et transport de corps et autres aspects liés à la vie publique.

R E.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE (IPHEX) EN INDE

Les opérateurs pharmaceutiques sont invités à prendre part

Les opérateurs pharmaceutiques algériens sont invités à prendre part au salon International de l'Industrie Pharmaceutique et de la Santé (IPHEX), à Hyderabad Inde, du 5 au 7 juillet 2023.

« Il est porté à la connaissance de l'ensemble des Etablissements

pharmaceutiques, que le Conseil Indien de Promotion des Exportations de produits pharmaceutiques (Pharmexil) organise la 9^{ème} édition du salon International de l'Industrie Pharmaceutique et de la Santé (IPHEX), à Hyderabad Inde, du 5 au 7 juillet 2023», lit-on dans une note adressée aux opérateurs pharmaceutiques par le ministère de l'Industrie et de production pharmaceutique.

Cet événement accueillera plus de 10 000 visiteurs internationaux, ainsi que plus de 350 entreprises indiennes du secteur pharmaceutique et sanitaire qui devraient exposer leurs produits et services. Il convient de préciser que les organisateurs prendront en charge les frais de déplacement et d'hébergement des participants.

À cet effet, le ministère de l'Industrie et de la production Pharmaceutique invite l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques à prendre part à cette manifestation, ajoute la même source. De plus amples détails sur les modalités de participation à cette manifestation sont disponibles sur le site web : <https://iphex-india.com>.

Sirine R.

GUELMA

Remise des clés de 811 logements publics locatifs et location-vente

Les clés de 811 logements des deux formules publics locatifs (LPL) et location-vente réalisés dans plusieurs communes de la wilaya de Guelma, ont été remises samedi.

La cérémonie de remise des clés a été programmée dans le cadre de la commémoration du 3ème anniversaire de la Journée nationale de la Mémoire et le 78ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945, a précisé la wali de Guelma Mme Houria Aggoune dans une déclaration à la presse en marge de la distribution symbolique des clés de ces logements, à la grande salle des conférences du siège de la wilaya.

Elle a ajouté que les autorités locales s'emploient, à chaque fois, à faire le lien entre les programmes de développement et les occasions nationales pour en faire des références dans le but de consolider la relation des citoyens avec leur histoire.

La même responsable a ajouté que ces logements comprennent un quota de 600 unités de la formule location-vente "AADL2" réalisées au pôle urbain appelé la nouvelle ville "Abdelhamid Mehri", à Djebel Onsal (commune d'Oued Zenati), précisant que les logements construits dans ce pôle disposent de toutes les conditions nécessaires pour un cadre de vie agréable notamment en ce qui concerne le raccordement aux réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et aménagement.

L'opération a concerné également 211 bénéficiaires de logement LPL aux communes d'Ain Benbeida, d'Oued Fergaha, de Bouhachana, en plus, a-t-elle ajouté, de la distribution de 39 décisions d'attribution d'aide de l'Etat destinée à l'habitat rural dans plusieurs communes de la wilaya.

A cette occasion, la même responsable a fait part de la programmation d'une deuxième opération de distribution durant le 2ème semestre de l'année en cours portant remise de clés de 3.000 unités de logements tous segments confondus à travers différentes communes de la wilaya. De 2022 à ce jour, il a été procédé à la distribution de 11.000 logements de différentes formules à Guelma, a rappelé la même responsable.

WILAYAS DU SUD

227000 hectares destinés à l'investissement agricole

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, dimanche, l'affectation d'une 3e assiette foncière destinée aux investisseurs intéressés par les cultures stratégiques à travers les wilayas du sud, d'une superficie globale de 227.000 hectares, avec ouverture prochaine des candidatures pour en bénéficier.

Ces assiettes foncières d'une superficie globale de 227.483 hectares sont réparties sur 40 périmètres dans 8 wilayas, ajoute la même source.

Il s'agit des wilayas d'Adrar (29.622 hectares répartis sur 7 périmètres), d'Ouargla (33.114 hectares répartis sur 4 périmètres,

de Timimoun (20.273 hectares répartis sur 4 périmètres) et de Touggourt avec 19.507 hectares répartis sur 5 périmètres.

Une superficie de 14.546 hectares répartis sur 3 périmètres a également été affectée au profit des investisseurs dans la wilaya d'El Menia, 20.964 hectares répartis sur trois répartis sur trois zones dans la wilaya

de Djanet, 71.911 à Illizi répartis sur 11 périmètres, ainsi que 17.466 hectares répartis sur 3 périmètres dans la wilaya de Laghouat.

Une "plateforme numérique sera bientôt lancée pour le dépôt des candidatures des investisseurs intéressés".

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Une production céréalière de plus de 200 000 qx attendue à Timimoun

Une production de plus de 200 000 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Timimoun, au terme de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole (2022-2023), a-t-on appris samedi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle, sera réalisée sur une superficie globale de 6.000 hectares (ha) consacrée à la céréaliculture à travers les daïras de Timimoun, Ougrout et Tinerkouk, dont 4 749 ha dédiés au blé dur, 415 ha (blé tendre) et 20 ha (orge), a précisé le directeur du secteur, Rafik Benmansour, en marge de la campagne moisson-battage dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya. Pour assurer le bon déroulement de cette campagne qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois courant, les moyens logistiques nécessaires dont 28 moissonneuses bat-

teuses et 25 camions ont été mobilisés, a indiqué le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) à Timimoun, Hamdani Mokhtar. Le chef de l'exécutif local, Youcef Bechlaoui a, à cette occasion, affirmé que « la céréaliculture a connu une amélioration notable dans la wilaya, comparative-ment à la saison précédente grâce à une extension estimée à 25 % de la surface réservée à cette filière stratégique, ce qui permettra de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire ». La wilaya a bénéficié de plusieurs projets, notamment l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres agricoles, l'octroi d'autorisations de forages, l'électrification de 20 ha de terres agricoles, au profit de 85 céréaliculteurs, en plus de la mise en service de sept pivots, a-t-il ajouté.

ANNABA

La Placette de Seraïdi coûtera 2,4 milliards

La saison estivale 2023 approche à grands pas, et comme à son habitude, la commune de Seraïdi se prépare déjà. Le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC), a présidé une réunion en comité restreint hier, pour discuter du projet de réhabilitation de la mythique placette de Seraïdi. Au cours de cette discussion, plusieurs points fondamentaux ont été abordés avec le bureau d'études qui sera chargé de lancer les travaux prévus la semaine prochaine. Une enveloppe de 2,4 milliards a été allouée pour réaliser les chan-

gements souhaités et donner un nouvel élan à cet endroit. L'entreprise chargée des travaux devra mettre les bouchées doubles pour les achever avant le début de la saison estivale, où le nombre de visiteurs double, voire triple, en raison de la fraîcheur de la montagne et des magnifiques paysages qu'elle offre. La maquette représentant la célèbre placette Amir Abdelkader a été très appréciée par les habitants de la localité, car elle a su marier harmonieusement les arbres et arbustes, tels que l'hortensia typique du village de Seraïdi, avec des commodités mo-

dernes telles que les pavés et les bancs de repos contemporains, tout en préservant le charme de l'ancienne placette. La municipalité compte également sur la bienveillance des villageois, y compris des touristes de passage, pour préserver ces lieux, en particulier en ce qui concerne la propreté, afin de perpétuer l'authenticité de l'endroit et faire de ce village un symbole touristique. D'autres points sont en cours de préparation, notamment le bitumage des routes des quartiers, y compris des zones reculées, ainsi que l'embellissement des espaces publics.

CENTRE ANTI-CANCER DE BATNA

Une Prise En Charge exemplaire !

Le Centre Anti-Cancer (CAC) de Batna a effectué, en 2022, un total de 15.700 séances de radiothérapie et de chimiothérapie au profit de 11.800 malades atteints de différentes formes de cancer, selon des sources officielles.

Le tout a nécessité un effort financier de 122 milliards, ainsi que le déploiement de moyens humains conséquents. Le même rythme semble être d'actualité en cette année 2023. Toutefois, des contraintes apparaissent de temps à autre, malgré les efforts déployés par divers intervenants, dont les équipes médicales qui font tout pour atténuer la souffrance des cancéreux. Ces derniers, faut-il le rappeler, viennent chaque jour en grand nombre pour

des consultations ou des soins palliatifs, dans un environnement sensible où le moindre bon geste a une valeur particulière. Il est à noter que le CAC de Batna a ouvert ses portes en 2012 et dispose de 240 lits ainsi que d'équipements de pointe. Conçu avec un bon design architectural, cet établissement de santé publique est implanté dans un endroit stratégique de la ville de Batna. Il accueille chaque année des milliers de cancéreux issus de la région des Aurès ainsi que d'une vingtaine d'autres wilayas, dont Oum El Bouaghi, Khenchela, Tébessa, M'sila, El Oued, Adrar, Biskra, Ghardaïa et Laghouat. Soulignons que l'on dénombre plus de 2.600 cancéreux dans la seule wilaya de Batna, ce qui donne une

idée des efforts à déployer pour assurer le traitement à tous les patients. La pression est donc grande. En franchissant le seuil de n'importe quelle structure de soins pour personnes atteintes de cancer, on est bouleversé par une multitude d'images poignantes : des pères et mères de famille le regard hagard, mais surtout des fillettes et des garçonnets, les larmes aux yeux, qui, malgré leur jeune âge, réalisent l'ampleur de la situation dramatique dans laquelle ils se trouvent. À cette douleur extrême s'ajoutent l'angoisse et la peur du lendemain, dans un tourbillon où les rêves d'enfants se transforment en cauchemars. De plus, ils doivent faire face à des contraintes telles que de longues heures d'attente pour

subir des séances de radiothérapie, ainsi que des déplacements épuisants et des dépenses coûteuses pour rejoindre le centre et accéder aux soins. Heureusement, il existe la maison du malade, située à seulement 500 mètres du CAC, qui prend en charge gratuitement les patients ayant des difficultés à trouver un refuge en arrivant à Batna. Dotée de soixante lits et financée grâce aux dons de bienfaiteurs, la maison du malade est gérée par l'association caritative « Les amis du malade ». Elle assure l'hébergement, la restauration et le transport des patients atteints de cancer vers le CAC. Il est donc important de les aider à maintenir cette structure en place.

EAU DOUCE

La demande mondiale dépassera l'offre de 40 % d'ici à 2030

Un rapport de référence appelle à une révision de la gestion mondiale des ressources en eau et de son gaspillage.

Le monde est confronté à une crise de l'eau imminente, la demande devant dépasser de 40 % l'offre d'eau douce d'ici la fin de la décennie, ont déclaré des experts à la veille d'un sommet crucial des Nations unies sur l'eau.

Selon un rapport historique sur l'économie de l'eau, les gouvernements doivent de toute urgence cesser de subventionner l'extraction et la surexploitation de l'eau par le biais de subventions agricoles mal ciblées, et les industries, de l'extraction minière à la fabrication, doivent être amenées à revoir leurs pratiques de gaspillage.

Les nations doivent commencer à gérer l'eau comme un bien commun mondial, car la plupart des pays dépendent fortement de leurs voisins pour leur approvisionnement en eau, et la surconsommation, la pollution et la crise climatique menacent l'approvisionnement en eau à l'échelle mondiale, affirment les auteurs du rapport.

Johan Rockstrom, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat, coprésident de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau et auteur principal du rapport, a déclaré au Guardian que la négligence du monde à l'égard des ressources en eau menait à la catastrophe. « Il est scientifiquement prouvé que nous sommes confrontés à une crise de l'eau. Nous utilisons l'eau à mauvais escient, nous la polluons et nous modifions l'ensemble du cycle hydrologique mondial, en raison de nos effets sur le climat. Il s'agit d'une triple crise.

Mariana Mazzucato, coprésidente de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, professeur à l'University College London et auteure principale du rapport, a ajouté : « Nous avons besoin d'une approche beaucoup plus volontaire et ambitieuse, axée sur le bien commun. Nous devons placer la justice et l'équité au centre de cette démarche, il ne s'agit pas seulement d'un problème technologique ou financier. » C'est la première fois que le système mondial de l'eau fait l'objet d'un examen approfondi et que sa valeur pour les pays – et les risques pour leur prospérité si l'eau est négligée – est exposée en termes clairs. À l'instar du rapport Stern sur l'économie de la crise climatique en 2006 et du rapport Dasgupta sur l'économie de la biodiversité en 2021, les auteurs du rapport espèrent mettre en évidence la crise d'une manière que les décideurs politiques et les écono-



mistes pourront reconnaître. Selon Rockstrom, de nombreux gouvernements ne réalisent toujours pas à quel point ils sont interdépendants en matière d'eau. La plupart des pays dépendent, pour la moitié environ de leur approvisionnement en eau, de l'évaporation de l'eau provenant des pays voisins. Cette eau est dite « verte » car elle est retenue dans les sols et provient de la transpiration des forêts et d'autres écosystèmes, lorsque les plantes absorbent l'eau du sol et libèrent de la vapeur d'eau dans l'air par leurs feuilles. Le rapport présente sept recommandations clés, dont la refonte de la gouvernance mondiale des ressources en eau, l'augmentation des investissements dans la gestion de l'eau par le biais de partenariats public-privé, la fixation d'un prix approprié pour l'eau et l'établissement de « partenariats pour une eau juste » afin de lever des fonds pour des projets liés à l'eau dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire. Chaque année, plus de 700 milliards de dollars (575 milliards de livres Sterling) de subventions sont alloués à l'agriculture et à l'eau dans le monde, et ces subventions alimentent souvent une consommation d'eau excessive. Les fuites d'eau doivent également être traitées de toute urgence, selon le rapport, et la restauration des systèmes d'eau douce tels que les zones humides devrait être une autre priorité. L'eau est au cœur de la crise climatique et de la crise alimentaire mondiale. « Il n'y aura pas de révolution agricole si nous ne réglons pas le problème de l'eau, a déclaré Rockstrom. Derrière tous les défis auxquels nous sommes confrontés, il y a toujours de l'eau, et nous n'en parlons jamais. » De nombreux modes d'utilisation de

l'eau sont inefficaces et doivent être modifiés, comme le montrent les systèmes d'épuration des pays développés. « Il est tout à fait remarquable que nous utilisons de l'eau douce et saine pour transporter des excréments, de l'urine, de l'azote, du phosphore – et que nous ayons ensuite besoin de stations d'épuration inefficaces qui laissent échapper 30 % de tous les nutriments dans les écosystèmes aquatiques en aval, ce qui les détruit et provoque des zones mortes. Nous sommes vraiment en train de nous tromper nous-mêmes en ce qui concerne ce système moderne linéaire de traitement des déchets par l'eau. Des innovations massives sont nécessaires. » Le sommet des Nations unies sur l'eau, dirigé par les gouvernements des Pays-Bas et du Tadjikistan, se tiendra à New York le 22 mars. Les dirigeants du monde entier sont invités, mais seuls quelques-uns devraient y assister, la plupart des pays étant représentés par des ministres ou des fonctionnaires de haut rang. Ce sera la première fois depuis plus de quarante ans que les Nations unies se réunissent pour discuter de l'eau, les tentatives précédentes ayant été bloquées par des gouvernements réticents à l'idée d'une quelconque forme de gouvernance internationale de la ressource. Henk Ovink, envoyé spécial des Pays-Bas pour les affaires internationales relatives à l'eau, a déclaré au Guardian que la conférence était cruciale. « Si nous voulons avoir un espoir de résoudre notre crise climatique, notre crise de la biodiversité et d'autres défis mondiaux en matière d'alimentation, d'énergie et de santé, nous devons changer radicalement notre approche de la manière dont nous apprécions et gérons l'eau, a-t-il déclaré. C'est la meilleure occa-

sion que nous ayons de placer l'eau au centre de l'action mondiale afin de garantir que les populations, les cultures et l'environnement continuent à disposer de l'eau dont ils ont besoin. »

Sept appels à l'action dans le domaine de l'eau

- Gérer le cycle mondial de l'eau comme un bien commun mondial, à protéger collectivement et dans notre intérêt commun.
 - Garantir une eau sûre et adéquate à tous les groupes vulnérables et collaborer avec l'industrie pour accroître les investissements dans le domaine de l'eau.
 - Mettre fin à la sous-tarification de l'eau. Une tarification adéquate et un soutien ciblé aux pauvres permettront d'utiliser l'eau de manière plus efficace, plus équitable et plus durable.
 - Réduire les plus de 700 milliards de dollars de subventions accordées chaque année à l'agriculture et à l'eau, qui alimentent souvent une consommation d'eau excessive, et réduire les fuites dans les systèmes d'approvisionnement en eau.
 - Établir des « partenariats pour l'eau juste » qui peuvent mobiliser des fonds pour les pays à faible et moyen revenu.
 - Prendre des mesures urgentes au cours de cette décennie sur des questions telles que la restauration des zones humides et des nappes phréatiques épuisées, le recyclage de l'eau utilisée dans l'industrie, le passage à une agriculture de précision qui utilise l'eau de manière plus efficace et l'obligation pour les entreprises de rendre compte de leur « empreinte eau ».
 - Réformer la gouvernance de l'eau au niveau international et inclure l'eau dans les accords commerciaux. La gouvernance doit également tenir compte des femmes, des agriculteurs, des populations autochtones et des autres personnes qui sont en première ligne de la conservation de l'eau.
- Cet article a été modifié le 17 mars 2023. Une version précédente, s'appuyant sur les chiffres d'une version préliminaire du rapport de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, indiquait que les subventions à l'agriculture et à l'eau s'élevaient à 1 000 milliards de dollars par an. Ce chiffre a été remplacé par 700 milliards de dollars, conformément au rapport final.

Source : The Guardian, Fiona Harvey

MAURITANIE

Lancement des travaux d'extension du réseau d'eau pour l'irrigation au kilomètre 17

La présidente du Conseil régional de Nouakchott, Madame Vatimetou Mint Abdel Maleck, a supervisé, hier matin, le lancement des travaux de renouvellement du réseau d'eau pour l'irrigation au kilomètre 17 à Riyad, près de la station de pompage des eaux.

Les travaux qui doivent prendre fin dans un mois environ viennent en exécution des engagements pris par le conseil régional en ce qui concerne l'organisation des agriculteurs dans la zone et l'amélioration de la gestion des eaux d'irrigation avec équité au profit des bénéficiaires tout en encourageant l'utilisation des techniques d'irrigation goutte à goutte et les méthodes modernes de maraichage.

Cette opération coïncide avec l'exécution d'un plan de distribution de lots de terrain dans la zone et l'ouverture de rues.

Dans un mot prononcé pour la circonstance, la présidente du Conseil régionale de Nouakchott s'est déclarée déterminée à appuyer les agriculteurs et à rendre disponible tout ce qui est nécessaire pour faire du projet un pourvoyeur des populations de Nouakchott en légumes. De leur côté, les représentants des agriculteurs ont remercié le Conseil régional pour cet appui généreux et son accompagnement constant des agriculteurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Il est à noter que le Conseil régional de Nouakchott a effectué il y a une année l'aménagement de 10 hectares dans la zone dont profitent à l'heure actuelle 140 agriculteurs qui pratiquent le maraichage dans toutes ses formes, grâce à l'appui du Conseil.

Le conseil compte mener la même expérience au kilomètre 25 à Tifirit sur la route de Boutilimit.

TUNISIE

« Marquardt » : Une deuxième usine à El Fejja

L'expert en mécatronique d'envergure mondiale, « Marquardt », annonce un investissement de 200 millions de dinars pour la construction d'une deuxième usine à El Fejja, en Tunisie. D'une superficie totale de 126.000 m², dont 33.000 m² d'espace couvert, ce projet devrait créer plus de 1.500 emplois.

Qui dit que la Tunisie n'attire plus les investisseurs étrangers. En effet, malgré un contexte économique national et international incertain, les grands investisseurs restent confiants en la Tunisie et sa capacité de résistance aux chocs exogènes. « Marquardt », le spécialiste de la mécatronique, renforce, aujourd'hui, son engagement en Afrique du Nord et annonce un nouvel investissement important : l'expert en mécatronique d'envergure mondiale construit une deuxième usine à El Fejja.

Plus de 1.500 emplois

D'un investissement total de plus de 200 millions de dinars, ce projet qui s'étend sur une superficie totale de 126.000 m², dont 33.000 m² d'espace couvert, serait capable de créer plus de 1.500 emplois pour les ingénieurs, les techniciens et le personnel de produc-

tion.

« Nous sommes déjà présents en Tunisie depuis plus de 32 ans, et rien qu'au cours des dix dernières années, nos effectifs y ont presque doublé pour atteindre aujourd'hui quelque 2.000 salariés. Avec la construction d'une deuxième usine ultramoderne à El Fejja, nous poursuivons l'histoire de notre succès en Afrique du Nord... Nous allons créer de nombreux nouveaux emplois attractifs et contribuer à façonner l'habitat des véhicules du futur grâce à nos innovations », a déclaré Harald Marquardt, président du directoire du groupe Marquardt, à l'occasion de la pose de la première pierre. Dans ce même cadre, le directeur général de Marquardt Tunisie, Nouredine Yakoubi, a indiqué que cette extension de l'activité du groupe en Tunisie présente une nouvelle page pour le groupe en Tunisie.

« Ce projet d'extension prouve non seulement la confiance du groupe en

notre pays, mais aussi une confiance dans les compétences et les partenaires présents en Tunisie... Ce nouveau site, d'une superficie couverte de 33.000 m², en une première étape, sera dédié à la production des panneaux de commande pour l'habitacle des véhicules haut de gamme. Les activités principales prévues dans ce site sont l'injection plastique, la production électronique, l'activité d'assemblage et la fabrication de machines spéciales », a-t-il souligné.

A cet égard, dès le printemps 2024, des panneaux de commande haut de gamme pour l'habitacle des véhicules haut de gamme y seront fabriqués. L'entreprise familiale investit de plus en plus dans le bâtiment, les machines et les installations. C'est aussi un projet qui concentre tous les facteurs pour une exploitation efficace et dans le respect des normes environnementales.

LIBYE

Le complexe de Mellitah mis hors de service, pour réhabilitation

Le complexe de Mellitah constitue l'une des infrastructures pétrogazières les plus importantes de la Libye. L'installation est exploitée dans le cadre d'une joint-venture entre la société publique du pétrole (NOC) et la compagnie italienne Eni.

En Libye, la compagnie publique du pétrole (NOC) a annoncé lundi 1er mai, la suspension des activités du complexe de Mellitah. Il s'agit d'une installation pétrogazière de 355 hectares située près de la ville de Mellitah, sur la côte. Dans un communiqué, la société d'État a expliqué les raisons de ce choix. « Après plusieurs retards dus à diverses raisons et circonstances, et sur instruction directe du président de la NOC, Farhat Bengdara, l'arrêt total des opérations au complexe industriel de Mellitah va commencer à des fins de rénovation », a notamment déclaré la NOC.

Le délai d'exécution des travaux projetés n'a pas filtré. La

compagnie a néanmoins précisé que ceux-ci devraient commencer à partir du 1er mai et concerner, entre autres, les champs de Bahr Es Salam et Waha, deux périmètres pétrogaziers exploités dans le cadre d'une coentreprise avec Eni. Compte tenu de l'importance de l'infrastructure pour la couverture des besoins énergétiques notamment gaziers du pays, la NOC indique avoir pris « toutes les dispositions nécessaires pour compenser la pénurie de gaz pendant la période d'arrêt ».

Le complexe de Mellitah est capable de fournir quelque 695 millions de pieds cubes de gaz par jour pour environ 31 000 b/j d'huile et 450 tonnes de soufre solide. Ceci, via une raffinerie, une usine de liquéfaction de gaz naturel (GNL) et des installations de stockage et de chargement pour le pétrole brut et le GNL.

MAROC

La « beldiya » tente de résister aux variétés de cannabis importées

Le Maroc est connu pour être un producteur de cannabis et de nouvelles semences venues d'ailleurs mécontentent les producteurs locaux.

Les défenseurs du « kif » local, moins fort en THC et moins gourmand en eau que les semences venues d'Europe et d'Amérique du Nord, veulent profiter de la légalisation du marché pour développer la région du Rif.

Depuis le mont Tidirhine, plus haut sommet de la chaîne du Rif, dans le nord du Maroc, les champs de cannabis s'étendent jusqu'à la ligne d'horizon. En ce début de printemps, la terre est à nu, tout juste labourée. Les paysans attendent la pluie pour semer les graines dont les fleurs seront récoltées en août. Depuis sa maison de Ketama, à

1 700 mètres d'altitude, Abdelatif Adebibe surplombe la vallée où les embruns d'iode venus de la Méditerranée se mêlent aux senteurs des cèdres. « Nous sommes ici dans le temple du kif », présente le cultivateur de 70 ans, président de l'Association pour le développement du Rif central. Dans cette vallée pousse une variété locale. « La plante autochtone, cultivée depuis des siècles, explique-t-il. Nos ancêtres écrasaient les graines pour faire de l'huile qui soignait les maladies de peau. Ils en faisaient du tissu, des cordes, des paniers... Certains fumaient la fleur séchée mélangée à du tabac dans des sebsi [pipes]. » Les Rifains l'appellent la « beldiya » (qui vient d'ici, du « bled »), par opposition aux variétés hybrides importées,

« gaouriya » (l'occidentale) ou « roumiya » (l'étrangère), au taux de THC (principale molécule psychoactive) beaucoup plus fort et aux rendements plus élevés, mais décriées pour leur impact écologique. Au fil des ans, ces variétés ont envahi la chaîne du Rif, supplantant peu à peu la « beldiya ». En 2021, le Maroc, premier producteur mondial de résine de cannabis selon les Nations unies (ONU) – avec une estimation de 55 000 hectares consacrés à cette culture –, a adopté une loi autorisant l'usage de la plante à des fins médicales et industrielles. Une fierté pour Abdellatif Adebibe, qui a fait le tour du monde jusqu'à la tribune de l'ONU pour défendre sa légalisation. Et qui observe maintenant le chantier en cours : « Il ne faut

pas se tromper de route. Il va falloir réhabiliter la beldiya si on veut placer l'homme et son terroir au centre du projet. » Pakistana, mexicana, khardala, kritikal... Toutes ces variétés hybrides modernes, importées d'Europe et d'Amérique du Nord par des intermédiaires, ont fait leur apparition dans le Rif au début des années 2000, selon Kenza Afsahi, sociologue à l'université de Bordeaux. A l'époque, les consommateurs européens se tournaient de plus en plus vers des produits fortement dosés en THC. « Les hybrides visaient en partie à s'adapter à l'évolution de leur goût, explique-t-elle, dans un contexte de concurrence grandissante au haschich marocain sur les marchés européens. »

AU 1ER TRIMESTRE 2023

Les levées de fonds des start-up africaines ont baissé de 42,8%, à 857 millions \$

Alors que les incertitudes macroéconomiques pèsent sur la capacité des investisseurs à se projeter à moyen et long terme, le refroidissement du marché capital-investissement se fait de plus en plus ressentir sur le continent. Cette raréfaction des financements pousse plusieurs start-up à tailler dans leurs effectifs.

Les levées de fonds réalisées par les start-up africaines au premier trimestre 2023 ont totalisé 859,9 millions de dollars, enregistrant ainsi une baisse de 42,8% par rapport à la même période de 2022, selon un rapport publié le 5 mai par le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights. Intitulé « The State of Tech in Africa : A Q1 2023 Report », le rapport précise que la raréfaction des financements a incité plusieurs jeunes pousses à opérer des coupes dans leurs effectifs pour tenter d'améliorer leur rentabilité ou de prolonger leur durée de vie. Au total, les pépites de la tech opérant en Afrique ont licencié 481 employés, soit près de la moitié des licenciements enregistrés sur l'ensemble de l'année 2022. La plus importante réduction des effectifs a été réalisée par la start-up nigériane de commerce électronique Alerzo, qui s'est séparée de 400 employés après deux précédentes vagues de licenciements datant d'août et de septembre 2022.

Les levées de fonds réalisées par les start-up

africaines au premier trimestre 2023 ont totalisé 859,9 millions de dollars.

Le rapport indique également que le nombre total des transactions recensées sur les trois premiers mois de l'année en cours s'est établi 138 deals, contre 102 durant la même période de l'année précédente.

Le nombre d'opérations de financement par la dette (Venture debt) a atteint 11 transactions entre le 1er janvier et le 31 mars 2023, contre 6 seulement durant la période correspondante de 2022.

Deux méga-tours seulement ont été enregistrés au premier trimestre de l'année en cours contre 4 durant la même période de 2022. Il s'agit de ceux réalisés par la fintech égyptienne MNT-Halan (400 millions de dollars) et la start-up de mobilité sud-africaine Planet42 (100 millions).

Le classement des start-up ayant levé le plus de fonds par pays d'origine montre que l'Égypte occupe le premier rang avec 434,2 millions de dollars devant l'Afrique du Sud (244,7 millions), le Nigeria (61,1 millions), le Kenya (44,2 millions). Ces quatre pays sur-

nommés les « Big four » représentent ainsi plus de 91% du total des levées de fonds réalisées par l'ensemble des jeunes pousses du continent au premier trimestre 2023.

Les fintech accaparent 69% des financements

La ventilation sectorielle de ces financements révèle d'autre part que les sociétés de technologies financières (fintech) restent les pépites de la tech les mieux financées sur le continent avec 590 millions de dollars, soit près de 69% du total des levées de fonds enregistrées sur les trois premiers mois de l'année en cours. Ce montant représente une hausse de 130% par rapport à celui atteint au premier trimestre 2022.

Viennent ensuite les start-up opérant dans les secteurs de la santé (64,2 millions de dollars), de l'énergie (47,4 millions), des télécommunications, des médias et du divertissement (38,6 millions) et du transport & logistique (24,9 millions).

CAMEROUN

L'Etat prévoit un financement de 10,5 milliards FCFA sur 5 ans à l'intention des agriculteurs

Cette initiative intervient après que le pays a finalement mis un terme au processus de création de la Cameroon Agriculture Financial Corporation (CAFRUC), institution financière qui devait être dédiée au financement du secteur agropastoral.

La Stratégie de finance inclusive (SNFI) du gouvernement camerounais a prévu une allocation financière de 10,5 milliards FCFA entre 2023 et 2025 pour renforcer le financement des acteurs du secteur agricole national. « Les besoins des agriculteurs étant à la fois spécifiques et particuliers, il leur faut des services financiers

adaptés plutôt que des offres classiques » relaie In-vestir au Cameroun qui précise qu'une partie de l'enveloppe proviendra du Budget d'investissement public et une autre des partenaires au développement.

Pour toucher la cible, l'État compte s'appuyer sur les partenariats existants avec l'Agence de promotion des petites et moyennes entreprises (APME). Il est notamment prévu des sessions de formation et d'accompagnement sur le financement du secteur agricole, des cadres de concertations permanents entre les institutions financières et les organisations de produc-

teurs. Des lignes de crédits d'un montant total de 6 milliards FCFA devraient aussi être ouvertes auprès des institutions bancaires sélectionnées, et destinées aux acteurs du secteur agricole et agroalimentaire. Une démarche incitative qui servira au renforcement des capacités des dites institutions sur les approches de financement des chaînes de valeur agricole.

Les modalités d'application de cette stratégie n'ont néanmoins pas encore été définies, de même que l'échéancier d'implémentation. L'objectif demeure l'augmentation de la produc-

tion et de la transformation locales des produits d'agriculture afin, de réduire conséquemment la dépendance du pays vis-à-vis des importations.

Toujours dans l'objectif de doper le financement agricole, le Premier ministre camerounais Joseph Dion Ngute a signé en mars dernier un arrêté instituant la création et le fonctionnement d'un fonds de facilitation de l'offre de crédit pour le développement des chaînes de valeur agricole, d'élevage et de pisciculture, financé conjointement par l'État et la BAD.

FER DU GABON

7 permis de recherche de fer ont été octroyés entre 2012 et 2021

Néanmoins, ce métal demeure encore en attente d'exploitation au Gabon. Selon les informations recueillies par Le Nouveau Gabon, le gisement de Bellinga d'un potentiel estimé à 1 milliard de tonnes de fer, devrait entrer en production cette année 2023.

7 permis de recherche pour le segment fer ont été octroyés par le ministère gabonais des Mines entre 2012 et 2021 à 5 opérateurs dans cinq provinces du pays, selon le dernier rapport ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives).

Le document indique que 3 permis ont été attribués à la société Reminac Gabon à Baniaka, et Baniaka Ouest dans la province du Haut Ogooué, et à Mafoungui dans l'Ogooué Lolo, respectivement en 2012, 2013 et 2020 sur un total de 1 670 km².

2 permis ont été octroyés en 2016 et 2021 à la société AKM Kango Minerals, respectivement dans la province de l'Estuaire sur une superficie de 407 km² et à Azingo Gabon à Bitam dans le Woleu Ntem sur 1 463 km². Enfin, 1 permis a été octroyé en 2017 à Havillah Mining à Milingui dans la Nyanga sur 996 km², et un à Kimin Gabon en 2012 à Bakoumba dans le Haut Ogooué sur 1 029 km².

Malgré tout, le fer ne fait toujours pas objet d'exploitation au Gabon d'après la direction générale du Trésor français. Il est prévu dès le second semestre 2023 le démarrage de la phase d'exploitation du gisement de Bellinga dans la province de l'Ogooué Ivindo. La convention minière en vue de son exploitation a été signée entre le Gabon et la société australienne Fortescue Metals Group le 7 février.

Il s'agit du principal gisement de fer du pays et l'un des plus grands au monde, avec des réserves estimées à un milliard de tonnes.

CONSTRUCTION DU MARCHÉ CONGO DE DOUALA

Roger Mbassa Ndine résilie le contrat d'Emmanuel Neossi

Le contrat de partenariat public-privés (PPP) qui liait Neo Industry et la Communauté urbaine de Douala (CUD) pour la construction, le financement, l'exploitation et de la maintenance d'un centre commercial sur le site du marché Congo de Douala, ravagé par les flammes, a été résilié en fin d'année 2022. L'information est contenue dans le rapport sur les coûts des risques budgétaires générés par les projets exécutés en PPP que vient de commettre le ministère des Finances.

Selon le rapport, le maire de la ville, Roger Mbassa Ndine, a résilié le contrat avec l'entre-

prise de l'homme d'affaires camerounais Emmanuel Neossi par ce qu'elle éprouvait des « difficultés » à achever la construction de cette infrastructure commerciale. Démarrés en 2019, ces travaux auraient dû en effet s'achever en 2021, selon les termes du contrat. En plus, selon le même document, Neo Industry peinait également à rembourser une dette de 3,2 milliards de FCFA contractée dans le cadre de ce projet auprès d'un pool bancaire constitué d'Afriland First Bank et de Commercial Bank.

Garant à hauteur de 75% de cet emprunt, la CUD sera appelée à mobiliser ladite garantie et à

rembourser à Neo Industry les investissements consentis jusqu'ici. « Le partenaire public payerait la garantie sur le prêt bancaire du partenaire privé et rembourserait au partenaire privé la valeur résiduelle des investissements déjà réalisés (ceux-ci restent à évaluer) », indique le rapport. Pour rappel, le PPP pour la construction du centre commercial sur le marché Congo de Douala avait initialement été signé en 2013 entre la CUD et Sic Congo Management pour un coût total d'investissement de 7,4 milliards de FCFA sur une durée d'exploitation de 10 ans. En 2019, l'entreprise avait décidé de céder son

contrat à Neo Industry qui a, à cet effet, créé la société de projet, Neo Congo Mall. Cette société a alors signé en juillet 2019 avec la CUD des avenants qui ont introduit des modifications substantielles au projet. Initialement calibrée pour 1800 boutiques, la capacité du centre commercial a été portée à 3300 unités, le coût de l'investissement a presque été multiplié par quatre pour se chiffrer à 28 milliards de FCFA et la durée du contrat est passée de 10 à 30 ans. On ignore pour l'instant le sort qui sera réservé au projet.

ALLEMAGNE

Baisse «inattendue» de la production industrielle de 3,4% en mars

La production industrielle a chuté en Allemagne en mars, plombée par le secteur automobile, selon les chiffres publiés lundi par l'office fédéral statistique, illustrant la fragilité de la conjoncture dans la première économie européenne. L'indicateur clef pour le secteur manufacturier a baissé de 3,4% sur un mois en données corrigées des variations saisonnières, après deux mois de hausse consécutive, dont une augmentation révisée à 2,1% en février, selon l'office Destatis.

«Après un développement vigoureux de la production industrielle en début d'année, un recul significatif et inattendu s'est produit en mars», a commenté le ministère allemand de l'Économie dans un communiqué distinct. Dans le détail, la production de véhicules automobiles a diminué de 6,5% sur un mois, et la construction de 4,6%. De plus, l'industrie à forte intensité énergétique, frappée par la hausse du prix de l'énergie depuis la guerre en Ukraine, a vu son activité diminuer de 3,3%.

Par rapport à mars 2022 - le mois qui a suivi le déclenchement de l'offensive par la Russie - la production industrielle a globalement augmenté de 1,8%. La production industrielle était repartie à la hausse en début d'année, permettant à l'Allemagne d'éviter d'un cheveu la récession, après les pénuries d'offre de composants industriels et l'inflation qui ont affecté l'économie allemande.

Du jamais vu depuis le creux de la pandémie

La plongée enregistrée en mars comparé à février surprend le consensus des analystes interro-

gés par Factset qui prévoyait une légère baisse de 1% sur un mois. Elle suit le mauvais signal d'autres indicateurs économiques allemands publiés ce mois-ci, à commencer par les commandes industrielles, qui ont rechuté lourdement en mars, de 10,7%, du jamais vu depuis le creux de la pandémie.

Ces données ont plongé de façon «surprenante», selon Carsten Brzeski, analyste pour ING direct, augmentant les chances d'une «révision à la baisse de la croissance au premier trimestre», ajoute-t-il. Le PIB (produit intérieur brut) allemand a stagné au premier trimestre par rapport au

4e trimestre 2022, après avoir reculé de -0,5% d'octobre à décembre. Une récession technique est définie par deux trimestres consécutifs de recul de l'activité. «Le soulagement prudent» qui a suivi la stagnation de l'économie allemande au premier trimestre pourrait donc s'avérer «prématuré», commente Elmar Völker, analyste chez LBBW. Ces chiffres soulignent que «les risques de récession n'ont en aucun cas été évités», ajoute-t-il. Le gouvernement allemand table, lui, sur une croissance de 0,4% sur l'ensemble de l'année 2023.

SELON LE FINANCIAL TIMES

Bruxelles prépare des sanctions contre les entreprises chinoises

L'Union européenne a proposé d'instaurer des sanctions visant les entreprises chinoises accusées de vendre du matériel susceptible d'être utilisé pour des armes pour contribuer ainsi à l'effort de guerre russe, a rapporté dimanche le Financial Times, qui a indiqué avoir pu consulter un document. D'après le journal, plusieurs entreprises chinoises sont ciblées dans un nouveau train de sanctions dont vont débattre cette semaine les pays membres de l'UE. Ces entreprises, a précisé le FT, sont 3HC

Semiconductors et King-Pai Technology, basées en Chine continentale, Sinno Electronics, Sigma Technology, Asia Pacific Links, Tordan Industry et Alpha Trading Investments, basées à Hong Kong. Lundi, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré que la Chine exhortait l'UE à éviter de s'engager sur la "mauvaise voie", sinon elle prendrait des mesures fermes afin de protéger ses droits et ses intérêts.

"La Chine s'oppose aux actes qui utilisent

la coopération sino-russe comme prétexte pour imposer des sanctions illégales ou une juridiction de longue portée contre la Chine", a déclaré Wang Wenbin lors d'une conférence de presse.

Aucun commentaire n'a été obtenu dans l'immédiat auprès de l'exécutif européen. Des sanctions américaines visent déjà certaines entreprises chinoises, dont King-Pai Technology, groupe accusé par Washington de fournir différents secteurs de l'industrie militaire russe.

COOPÉRATION

Le ministre des affaires étrangères chinois attendu en France, en Allemagne et en Norvège

Cette visite, prévue jusqu'à vendredi, a lieu au moment où la Chine cherche à se rapprocher de l'Europe dans un contexte de tensions avec les Etats-Unis, et entend jouer un rôle de médiateur dans la guerre en Ukraine. En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ». Le ministre des affaires étrangères chinois, Qin Gang, entame lundi 8 mai une visite en Europe, qui doit le conduire successivement en Allemagne, en France et en Norvège, a annoncé son ministère. La Chine, qui se présente comme un interlocuteur neutre dans le conflit en Ukraine malgré sa proximité avec la Russie, a publié en février un document en douze points présentant sa position au sujet du conflit. L'initiative, parfois perçue comme un plan de paix, exhorte notamment Moscou et Kiev à tenir

des pourparlers. Un appel, attendu de longue date, à la fin d'avril entre le président chinois, Xi Jinping, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, le premier depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, le 24 février 2022, a nourri l'espoir d'une avancée sur ce point. Cette visite prévue jusqu'à vendredi arrive au moment où la Chine cherche à se rapprocher de l'Europe dans un contexte de tensions avec les Etats-Unis, et entend jouer un rôle de médiateur dans la guerre en Ukraine. Qin Gang s'entretiendra avec son homologue allemande, Annalena Baerbock, ainsi qu'avec la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, et la ministre des affaires étrangères norvégienne, Anniken Huitfeldt, a précisé un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin. Aucun détail n'a été donné quant aux sujets qui seront évoqués durant ce déplacement. Lors d'une visite officielle

en Chine en avril, le président français, Emmanuel Macron, avait appelé son homologue chinois, Xi Jinping, à « ramener la Russie à la raison » vis-à-vis de l'Ukraine. Xi Jinping, qui s'est rendu à Moscou en mars, entretient des liens étroits avec le président russe, Vladimir Poutine. La Chine, qui n'a pas condamné publiquement la guerre en Ukraine, a fortement accru au cours des derniers mois sa coopération politique et économique avec la Russie. Le déplacement du ministre chinois a lieu également après des déclarations controversées, à la fin d'avril, de l'ambassadeur de Chine en France, Lu Shaye. L'ambassadeur avait questionné l'appartenance à l'Ukraine de la péninsule de Crimée, occupée par Moscou depuis 2014.

« Cela dépend de comment on perçoit ce problème. Il y a l'histoire. La Crimée était tout au début à la Russie.

C'est Khrouchtchev qui a offert la Crimée à l'Ukraine à l'époque de l'Union soviétique », avait dit le diplomate. Il avait poursuivi son argumentaire, estimant que les pays de l'ex-URSS « n'ont pas le statut effectif dans le droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain ». Ces propos avaient provoqué une levée de boucliers dans les Etats concernés. Paris avait alors appelé l'ambassadeur de Chine « à faire un usage de sa parole publique qui soit conforme avec les positions officielles de son pays ». Prenant ses distances avec les propos du diplomate en poste dans la capitale française, la porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, Mao Ning, avait ensuite assuré que la Chine « respecte la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays ».

ZONE EURO

Dégradation surprise du moral des investisseurs en mai

Le moral des investisseurs dans la zone euro s'est dégradé contre toute attente depuis le début du mois de mai dans un contexte d'inflation persistante et d'inquiétudes sur le dossier de l'énergie, montrent lundi les résultats de l'enquête mensuelle de l'institut Sentix. L'indice de confiance Sentix s'est établi ce mois-ci à -13,1 points, contre -8,7 en avril alors que les analystes interrogés par Reuters tablaient sur -8,0.

Le sous-indice mesurant les anticipations des investisseurs a chuté à -19,0 en mai, son plus bas niveau depuis décembre 2022, après -13,0 en avril. "Cela met fin à tout espoir d'une reprise économique après le déclenchement de la guerre en Ukraine", a déclaré Sentix. Son baromètre est passé en territoire négatif après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le problème des pénuries d'énergie, la baisse des dépenses de consommation sur fond d'inflation et les inquiétudes des ménages concernant les investissements à réaliser sur leurs systèmes de chauffage pour atténuer l'impact du réchauffement climatique figurent parmi les éléments ayant contribué à la faiblesse des données publiées au printemps, a ajouté l'institut.

La coalition au pouvoir en Allemagne a décidé en mars qu'à compter de 2024 la quasi totalité des nouveaux systèmes de chauffage devront fonctionner avec au moins 65% d'énergies renouvelables, aussi bien dans les bâtiments anciens que neufs.

"La reprise économique, fondée sur des pieds d'argile, commence donc à s'esouffler", souligne l'enquête de Sentix réalisée entre le 4 et le 6 mai auprès de 1.276 investisseurs.

INCENDIES AU CANADA

30 000 personnes évacuées et l'état d'alerte décrété

Le Canada est confronté à une centaine de feux de forêt depuis le début du mois de mai. La province de l'Alberta a décrété l'état d'urgence face à cette situation « sans précédent » à cette période de l'année.

Près de 30 000 résidents de la province de l'Alberta, au Canada, ont dû quitter leur domicile alors que les feux de forêts se multiplient depuis le début du mois de mai. Selon les autorités, 375 000 hectares de la province sont partis en fumée et les départs de feux se multipliaient encore, selon les informations données lors d'un point presse, dimanche 7 mai.

La situation est « sans précédent » pour cette période de l'année, ont souligné les autorités locales. On observe des températures qui oscillent entre 15 et 19 °C au-dessus des normales de saison.

JAPON

La Bourse de Tokyo en baisse au retour de la Golden Week

La Bourse de Tokyo était en repli lundi matin au retour d'un long week-end de cinq jours, rattrapant la tendance à Wall Street qui avait fortement chuté la semaine dernière avant de se reprendre vendredi face aux chiffres de l'emploi américain. L'indice vedette Nikkei reculait de 0,39% à 29.043,75 points vers 00H40 GMT, tandis que l'indice élargi Topix stagnait (-0,02%) à 2.075,16 points. Les créations d'emploi aux États-Unis en avril ont été nettement supérieures aux prévisions des économistes, illustrant la résilience de l'économie américaine, un facteur qui, conjugué avec un rebond des banques régionales, a stimulé la Bourse de New York vendredi. La tendance à Wall Street avait cependant été à la baisse au cours des quatre séances précédentes, notamment à cause des inquiétudes sur le secteur bancaire, et le marché japonais, de retour de la séquence de jours fériés de la Golden Week, «devrait donc commencer sur une note molle», a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex.

Du côté des valeurs

La compagnie aérienne nipponne Japan Airlines (+1,36% à 2.683 yens) a annoncé à la veille de la Golden Week avoir renoué avec un bénéfice net annuel en 2022/23 pour la première fois depuis 2019/20, commençant ainsi comme sa compatriote ANA Holdings (+1,96% à 3.031 yens) à tourner la page difficile de la pandémie.

Du côté des devises et du pétrole

Le yen refluit face au dollar, qui valait 135,06 yens vers 00H40 GMT contre 134,80 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro se renforçait aussi face à la monnaie japonaise, s'échangeant pour 148,88 yens contre 148,55 yens en fin de semaine dernière. Et la devise européenne était presque stable par rapport au dollar, à raison d'un euro pour 1,1023 dollar contre 1,1019 dollar vendredi. Le marché du pétrole faisait quasiment du surplace vers 00H30 GMT, tant le baril de WTI américain (+0,1% à 71,41 dollars) que le baril de Brent de la mer du Nord (+0,04% à 75,33 dollars).

USA

La star de Wall Street Carl Icahn accusée d'avoir mis en place une pyramide de ponzi

Carl Icahn se retrouve ciblé par Hindenburg Research, un fonds activiste qui met en doute la valorisation de sa holding ainsi que ses pratiques qu'il apparente à une pyramide de Ponzi.

Carl Icahn est certainement l'un des investisseurs activistes les plus connus au monde. L'opérateur de marché qui possède sa propre société cotée en Bourse, Icahn Enterprises, s'est fait connaître dans de multiples campagnes. Il s'était notamment confronté au fabricant de PC Dell en 2013, voulant bloquer son projet de rachat par son fondateur, Michael Dell. En 2008, il avait voulu (sans succès) renverser le conseil d'administration de Yahoo!, mécontent du rejet de l'offre de rachat de Microsoft. Plus récemment, en février 2022, l'investisseur avait poussé la candidature de deux membres pour le conseil d'administration de McDonald's, de sorte à faire pression pour que le groupe amplifie sa lutte contre la maltraitance animale. Ce qui s'était d'ailleurs traduit par un échec.

Cette fois l'octogénaire star de Wall Street se retrouve lui-même sous pression. Un fonds activiste, Hindenburg Research, fondé en 2017 par Nathan Anderson, investisseur spécialiste de l'investigation, a publié mardi une note au vitriol sur sa société.

Plongeon du cours de Bourse

Icahn Enterprises bénéficie d'une prime de valorisation très élevée par rapport à son actif net comptable (218% au moment de la publication du rapport), selon Hindenburg. Le fonds estime que l'attractivité de l'action de cette société s'explique par le rendement très élevé de son dividende, de 15,8%. Or ce dividende n'est pas alimenté par les performances opérationnelles de la société de gestion qui ont été "négatives depuis des années", pointe Hindenburg. "En bref, Icahn a utilisé l'argent des nouveaux investisseurs pour verser des dividendes aux anciens. De telles structures économiques de type Ponzi ne sont viables que dans la mesure où les nouveaux investisseurs sont prêts à prendre le risque d'être les derniers à "tenir le sac", assène-t-elle. Hindenburg a évidemment pris une position vendeuse sur le titre.

L'ESPRIT DU MARCHÉ

Compte à rebours du plafond de la dette

Amanda Cooper fait le point sur les marchés américains et mondiaux pour la journée à venir.

La secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen, n'a pas mâché ses mots dimanche lorsqu'elle a déclaré que si l'impasse sur le plafond de la dette n'était pas résolue en temps utile, cela pourrait déclencher une "crise constitutionnelle". Et ce n'est pas tout. La dernière fois qu'il y a eu un affrontement majeur sur le plafond de la dette, en 2011, cela a coûté aux États-Unis leur précieuse note de crédit "triple A". Si cela se reproduisait, la solvabilité du gouvernement fédéral serait remise en question, selon Mme Yellen.

Scope Ratings, considérée comme la principale agence de notation européenne, a déclaré vendredi qu'elle avait placé la note d'émetteur à long terme AA des États-Unis sous examen en vue d'une éventuelle révision à la baisse.

Il s'agit de la dernière semaine complète dont disposent les parlementaires à Washington pour trouver un accord. Selon le ca-

lendrier législatif, il n'y a que six jours ce mois-ci où la Chambre et le Sénat sont en session lorsque le président Joe Biden est à Washington.

La semaine dernière, M. Biden, qui rencontrera les chefs de file du Congrès mardi, a vivement critiqué les républicains "MAGA" pour leur refus de voter en faveur d'un relèvement du plafond de la dette fédérale, laissant présager qu'il n'y aurait guère de compromis le 9 mai.

"La dernière chose dont ce pays a besoin (...), c'est d'une crise fabriquée de toutes pièces", a-t-il déclaré.

Graphique : Les marchés mondiaux se replient sur eux-mêmes à l'approche du plafond de la dette américaine.

La plupart des analystes pensent que la crise sera résolue en temps utile, mais les marchés montrent que les investisseurs ne prennent aucun risque. Selon les données de S&P Global Market Intelligence, le coût de l'assurance contre le risque de défaillance de

l'État américain a atteint son niveau le plus élevé depuis au moins 2011 et se situe au même niveau que celui de la Chine. Le rendement d'un bon du Trésor à un mois, qui arrive à échéance à peu près au moment de la date butoir, n'a jamais été aussi supérieur à celui d'un bon du Trésor à 10 ans depuis au moins 20 ans, ce qui montre la prime que les investisseurs exigent désormais pour détenir de la dette américaine à très court terme.

Les données mensuelles sur l'emploi publiées vendredi, qui montrent que l'économie américaine a créé beaucoup plus d'emplois que prévu le mois dernier, renforcent les arguments en faveur d'un maintien prolongé des taux d'intérêt par la Réserve fédérale. Cinq cents points de base de hausse des taux d'intérêt en un peu plus d'un an et l'inflation la plus forte depuis des décennies ont mis à l'épreuve la solidité de l'économie américaine, et de son système bancaire en particulier.

L'effondrement de trois créanciers de taille moyenne en quelques semaines a gravement ébranlé la confiance des consommateurs et des investisseurs. C'est pourquoi l'enquête d'opinion de la Réserve fédérale de lundi auprès des agents de crédit (Senior Loan Officer Opinion Survey) devrait susciter beaucoup plus d'attention que d'habitude.

L'enquête, à laquelle participent jusqu'à 80 grandes banques nationales et 24 succursales et agences américaines de banques étrangères, montrera dans quelle mesure les créanciers estiment que le crédit s'est resserré au cours du premier trimestre de l'année.

Goldman Sachs s'attend à ce que 60,2 % des personnes interrogées fassent état d'un resserrement des conditions de prêt, ce qui, selon la banque, représente "un niveau plus élevé que lors de la crise Internet, mais moins élevé que lors de la crise financière ou au plus fort de la pandémie".

CAC 40

Peu d'initiatives à la mi-séance

Le CAC40 progresse de 0,15% à la mi-séance et s'attaque à sa résistance horaire située à 7450 points. Les initiatives devraient rester limitées en ce jour férié en France, d'autant plus que le marché londonien est fermé pour le couronnement de Charles III.

Ce matin, la confiance des investisseurs en zone euro s'est dégradée. La prochaine statistique économique concernera les stocks des grossistes américaines du mois d'avril, et sera dévolée à 16h.

Au chapitre des valeurs, ArcelorMittal (+3,10%) réalise la meil-

leure performance journalière du CAC40, devant Alstom (+2,55%) et Bouygues (+1,40%). A la baisse, Teleperformance (-1,55%) poursuit son recul avec une quatrième séance consécutive baissière.

En données horaires, le franchissement des 7390 points a libéré un potentiel de hausse en direction des 7450 points. Il faudra néanmoins attendre un franchissement de ce niveau afin d'espérer une poussée plus dynamique en direction des 7500 points. En attendant, une consolidation peut prendre forme entre 7390 et 7450 points.

BOURSE ZURICH

Les indices se hissent dans le vert

La Bourse suisse relevait le nez lundi à l'approche de la mi-journée. De légèrement négative, la tendance s'était muée en modérément positive. Les analystes relèvent toutefois un manque de conviction, aussi bien du côté des acheteurs que des vendeurs.

John Plassard, de Mirabaud Banque, relève que le risque de défaut de la dette américaine commence à inquiéter de manière toujours plus ostensible les politiques au pays

de l'Oncle Sam. Unique indication conjoncturelle à figurer au programme du jour, la production industrielle allemande a traversé en mars un passage à vide inattendu.

A 11h08, le Swiss Market Index (SMI) grignotait 0,11% à 11'566,74 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,15% à 1800,81 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,07% à 15'257,13 points. Sur les trente valeurs vedettes, quatorze progressaient, quatre tergiversaient et les douze

restantes progressaient.

Le géant de la souris Logitech (-0,8%) avait abandonné la lanterne rouge à Credit Suisse (-0,9%) et se retrouvait au coude-à-coude avec l'équipementier de salles d'aisance Geberit (-0,8%). L'inénarrable AMS Osram (+4,0%) poursuivait son échappée en solitaire, nonobstant un coup de rabot sur l'objectif de cours émis par Vontobel, suivi à bonne distance par le bémémoth des soins oculaire Alcon

(+1,2%), qui doit présenter ses résultats trimestriels dans la nuit de mardi à mercredi. Les poids lourds se répartissaient de part et d'autre de l'équilibre, Novartis cédant 0,2% et Nestlé 0,1% quand le bon Roche s'enrobait de 0,3%.

Sur le marché élargi, le fournisseur de solutions logicielles Softwareone cédait 1,5% ou 20 centimes, traité ce jour hors dividende de 35 centimes.

EUROPE

Début de semaine sur des gains ténus

Alors que Londres reste fermée ce lundi, les autres places européennes affichent des gains fragiles (stabilité à Francfort, +0,1% à Paris) dans le sillage de Wall Street vendredi soir (+1,6% sur le Dow Jones), et ce malgré une donnée décevante en provenance d'Allemagne.

La production industrielle allemande a en effet chuté de 3,4% en mars par rapport à février, alors que BofA prévoyait un repli de seulement 0,5%, effaçant ainsi une grande partie de la vigueur constatée au cours des deux mois précédents.

'En raison du récent affaiblissement de la demande, une nouvelle baisse de la pro-

duction est attendue dans les mois à venir. Au lieu de la reprise économique attendue par beaucoup, une légère récession est plus probable au second semestre', réagit Commerzbank.

Parmi les autres rendez-vous macroéconomiques de la semaine, figurent notamment l'inflation aux États-Unis, la première estimation de la croissance britannique au premier trimestre, ainsi que la réunion de politique monétaire de la Banque d'Angleterre.

'Nous prévoyons une hausse de 25 points de base à 4,50% le 11 mai, avec un nouveau vote partagé au sein du comité. Il pourrait s'agir de la dernière hausse, mais

des données pourraient guider les futures décisions politiques', estimait UBS la semaine passée.

Côté valeurs, PostNL bondit de près de 9% à Amsterdam, après la publication de résultats certes en baisse au titre des trois premiers mois de 2023, mais tout de même supérieurs aux attentes de l'opérateur postal, qui confirme donc ses objectifs annuels.

IAG prend près de 1% à Madrid, aidé par des propos d'Oddo BHF qui relève son opinion de 'sous-performance' à 'neutre' avec un objectif de cours porté de 1,85 à deux euros sur le titre de la maison-mère de British Airways et Iberia.

VENTES DE PC ET DE MACBOOK

« Apple, le champion olympique des profits, est, pour une fois, la lanterne rouge »

Au premier trimestre 2023, les ventes du groupe américain ont chuté de plus de 40 % par rapport à la même période de 2022. Il n'est pas le seul.

Les 500 premières sociétés cotées américaines devraient annoncer la plus forte baisse de leurs profits depuis 2020. La hausse des taux produit ses effets, en freinant la demande, Vendre des ordinateurs est devenu aussi acrobatique que négocier du minerai de cuivre ou des bitcoins. A réserver aux amateurs de montagnes russes. Durant les confinements de 2020, les ventes de PC et de MacBook ont grimpé au plafond. Trois ans plus tard, elles sont à la cave. Selon les calculs de la société d'analyse IDC, les ventes de micro-ordinateurs dans le monde se sont effondrées de 29 %, en unités, au premier trimestre, alors qu'elles avaient déjà baissé d'autant au quatrième trimestre 2022. Et la lanterne rouge est, pour une fois, le champion olympique des profits, Apple. Ses ventes ont chuté de plus de 40 % par rapport au premier trimestre 2022.

Les experts d'IDC invoquent une demande faible, face à des stocks au plus haut. Dans ce marché de renouvellement, il est assez logique que la vague d'achat des années Covid se traduise aujourd'hui par



un reflux marqué. Sur ce marché mature, il faudra attendre les prochaines générations pour voir revenir les clients. Mais la frilosité des acheteurs traduit aussi le recul de la consommation aux Etats-Unis et l'effet concret des politiques monétaires visant à ralentir la demande, donc à dissuader les particuliers comme les entreprises de trop dépenser. La hausse brutale des taux d'intérêt, destinée à terrasser l'inflation, décourage les acheteurs les plus frénétiques.

Conditions de financement dégradées
On devrait avoir rapidement la confirmation que cette tendance n'est pas circonscrite aux seuls achats informatiques. La saison de publication des résultats du premier trimestre démarre cette semaine aux Etats-Unis. Et, selon la société FactSet, qui épluche les comptes et sonde les entreprises, les 500 premières sociétés cotées américaines devraient annoncer la plus forte baisse de leurs profits depuis 2020.

UN COMPOSTEUR DOTÉ D'UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :
Mais, pour quoi faire ?

La nourriture jetée par les Américains représente 400 milliards de dollars par an alors que, par ailleurs, plus de 10 % des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire. Un constat difficile à digérer pour cet universitaire qui entend mettre au point un composteur alimenté par l'intelligence artificielle pour réduire le gaspillage alimentaire. Une université américaine a été choisie pour développer un composteur intelligent, capable de suivre les déchets alimentaires produits par les foyers américains. Cette invention a comme objectif d'aider les consommateurs à être sensibilisés sur le gaspillage alimentaire. L'équipe de chercheurs de l'Université de l'État de l'Oregon (États-Unis) vient de recevoir un financement pour concevoir un composteur intelligent destiné à suivre les déchets alimentaires des Américains. Ce projet sera soutenu par la Fondation pour la Nourriture et la Recherche Agriculture (FNRA), et Kroger Co.Zero Hunger ainsi que la Fondation Zéro Déchet. Le projet dirigé par Patrick Donnelly, professeur adjoint d'informatique à l'OSU College of Engineering, cherche à résoudre une problématique : le gaspillage alimentaire. Selon un sondage rapporté par Forbes, les Américains jettent pour plus de 400 milliards de dollars de nourriture chaque année, alors qu'une majorité vit dans l'insécurité alimentaire. Il faut également rappeler que les déchets alimentaires ont un effet néfaste sur l'environnement : ils sont responsables d'émissions de gaz à effet de serre et de méthane.

Le gaspillage alimentaire a aussi un coût environnemental

Dans un communiqué de presse, Patrick Donnelly explique : « À chaque autre étape de la chaîne d'approvisionnement agricole, le gaspillage alimentaire est suivi, mesuré et quantifié [...], les approches de mesure du gaspillage alimentaire post-consommation sont coûteuses, chronophages, sujettes à l'erreur humaine et irréalisables à grande échelle ». Pour remédier à cette problématique, les chercheurs souhaiteraient fabriquer un composteur fonctionnant à partir de l'intelligence artificielle capable de tenir en compte du comportement actuel des consommateurs. Il prendra l'apparence des composteurs distribués par les services publics de gestion des déchets. « Lorsqu'un utilisateur jette des déchets alimentaires comestibles et non comestibles dans la poubelle, votre appareil invite l'utilisateur à décrire les éléments déposés. La note de l'utilisateur est alors transcrite par reconnaissance vocale automatique et associée à une mesure du poids des articles », explique Patrick Donnelly.

PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MEDEA
DAIRA D'EL AZIZIA
COMMUNE DE MIHOUB
N.I.F : 098426505029027

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 03/2023 national ouvert avec exigence de capacités minimales

La commune de Mihoub lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour projet :

Aménagement urbain vieux cité et cité hamdaoui rabah à mihoub centre.

Les entreprises intéressées par présent d'appel d'offre NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offre sont invités à retirer les cahiers de charges auprès de la Commune (le bureau du marché) contre paiement de trois mille (3.000,00) dinars algérien (frais de reproduction) auprès du Trésorier intercommunal de la commune d'El-azizia. non remboursable justifié par reçu.

Les conditions de Participation :

- Capacité professionnelle: (Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité , activité principal Travaux public ou travaux de bâtiment catégories 03(trois) et plus.)
- Capacité technique : deux Copie de certificat de bonne exécution pour les projets semilare (aménagement urbain) content Année de réalisation, nomination du projets, montant et délai de réalisation , réalisé par le soumissionnaire et signé par les maitres d'ouvrages.
- Capacité financière : moyen de chiffre d'affaires pour trois années (2019-2020-2021) été gale et plus 8 000 000,00 DA justifié par les Bilans établie par comptable agréé ou commissaire de compte dument approuvé par le service d'impôts

I- Dossier de Candidature, comprenant :

- Déclaration de candidature dûment rempli, daté, signé et cacheté .
- Déclaration de probité dûment rempli, daté, signé et cacheté.
- les statuts pour les sociétés .
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager les entreprises..
- copie du Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité , activité principal travaux publics ou Travaux bâtiment catégories 03 (trois) et plus .
- Copie des bilans financiers pour trois années (2019-2020-2021) et le régime d'impôt appliqué sur le soumissionnaire dument approuvé par le service d'impôts .
- les moyens humains et Moyens matériels voir article 13 page 17 du cahier des charges .
- Références professionnelles : présentation deux Copie de certificat de bonne exécution pour les projets semilare (aménagement urbain) réalisés par le soumissionnaire , indiquent montant, année et délai de réalisation et nomination du projets, signés par les maitres de l'ouvrage .

Remarque :selon l'article 69 du code marché, les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public.

2- OFFRE TECHNIQUE:

- la déclaration a souscrire : dûment rempli, daté, signé et cacheté .
- Reçu de versement du Participation
- Cahier des charges signée, datée et cacheté, portant à la dernière page la montions manuscrite « lu et acceptée »
- Une mémoire technique justificative, remplie, signée, datée et cacheté, selon le formulaire ci-joint, «obligatoire».
- Planning de réalisation et le délai d'exécution signée, datée et cacheté.

3- OFFRE FINANCIERE:

- La lettre de soumission dûment rempli, daté avec cachet et signature.
- Le Bordereau des prix unitaire rempli, daté, cachet et signature.
- Le détail quantitatif et estimatif rempli, daté cachet et signature.

- La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre par les journaux quotidiens nationaux ou sur le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public BOMOP .

- Les offres doivent être déposées au niveau du bureau de marchés de la de la commune et devront être remises sous enveloppe extérieure scellée comportant trois (03) enveloppes intérieures séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise , la référence de l'objet et l'appel d'offre ainsi que la mention <<dossier de Candidature>>, << offre financière >>, << offre technique >> selon le cas , L'enveloppe extérieure devra être cachetée et anonyme comportant mention : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Avis D'appel D'offres N° 03/2023 national ouvert avec exigence de capacités minimales .

Aménagement urbain vieux cité et cité hamdaoui rabah à mihoub centre.

La date limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la date limite de dépôt des offres qu' est fixé de 15 jours avant 11 :00 du matin au niveau de bureau marché (1^{er} étage) de la commune de mihoub.

L'ouverture des plis est publique et aura lieu le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres indiquée ci-dessus à onze heures (11:00) au siège de l'APC de mihoub , en présence des soumissionnaires, et si le jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos , la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant (105) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Mihoub le :

L'économie des promesses technologiques

Les progrès technologiques naissent des outils qui accompagnent et simplifient nos vies. Mais les simplifient-ils vraiment? Qu'appelle-t-on « l'économie de la promesse »?

Peu de gens pourraient aujourd'hui se passer de leur téléphone cellulaire, véritable petit ordinateur qui nous relie les uns aux autres, nous informe, nous distrait et même dévore tout notre temps libre...

Nos économies investissent dans les solutions technologiques de demain et nous font miroiter de multiples promesses. Cela cache souvent l'usage de ressources limitées, de probables conflits d'intérêt, mais aussi une accélération de la recherche dans certains secteurs choisis, avec des investissements publics à la clé.

L'intelligence artificielle, les crypto-monnaies, les biotechnologies liées à certaines maladies ou à la perte de poids... Révolutionnaires, ces technologies? Isabelle Burgun en parle avec... Guillaume Dandurand, chercheur postdoctoral à l'Institut national de la recherche scientifique et co-directeur d'un livre, intitulé justement Atentes et promesses technoscientifiques, publié aux Presses de l'Université de Montréal (PUM)

Il n'y a pas si longtemps, l'avenir était nano: les nanotechnologies promettaient de grands changements. Aujourd'hui, l'avenir s'appuie sur l'intelligence artificielle. Et demain, est-ce que ça fera place à l'informatique quantique? Ce n'est pas une question de mode, mais plutôt une question d'investissement et de choix pour préparer un certain avenir qui se décide aujourd'hui - en d'autres mots, « le futur colonise le présent ».

On pourrait prendre l'exemple des cryptomonnaies: ce qu'elle promettent —éliminer des intermédiaires— et la réalité —des impacts sociaux imprévus. Ou on pourrait prendre l'exemple de l'intelligence artificielle. Va-t-on trop loin lorsqu'on en parle ?

Ces promesses génèrent des investissements — un financement public parfois important — alors qu'il n'a pas encore été démontré que leurs promesses sont réalisables... ou réalistes. Et on parle moins encore des échecs et des embûches...

Il y a aussi un questionnement sur la valorisation de la pensée critique face aux nouvelles technologies et au futur qui se décide aujourd'hui.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Grille muette

Horizontalement

1 Tuméfaction.2 Travailleurs mercenaires.3 Colin, d'ailleurs.- Secteur postal raccourci.- Clé pour musicien.4 Bande de papier peint.- Lieu d'extraction.5 Protègera du froid.6 Saint près de Lourdes.- Associée.- Pour marge brute.7 Repas de nos ancêtres.- Biographies.8 Souvent frappé en Provence.- Pour nouvelle norme.- Vitesse en fin de course.9 Est servi avec un toast.10 Tentative de collaboration.- Pas très brillant.11 Dans son milieu naturel.- Paris lui doit ses mystères.12 Fleuve côtier de Normandie.- Couveuse d'ambitions.- Agrémentent le bain.

Verticalement

1 Plante à infusions.2 D'un rang indéterminé.- Sur la rose des vents.3 Il marchait en file indienne.- Elle doit être bonne pour conduire.4 En groupe.- Cor de cerf.5 Tour de géométrie.- Pareil à de même.- Sa prune devient pruneau.6 Diminution de prix.- En moins de deux !7 Témérité.8 Troupes de Röhm.- Cité du Nigeria.- Pour Haïti.9 Clé des songes.- Il fait son devoir quotidien.10 Cité de l'ancien testament.- Divinité lumineuse.- Passage maritime (mer d').11 Clore de nouveau.- Minable.12 Organisme spatial européen.- Se trouvent ailleurs.

Grille N° 2

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3					■			■	■	■		
4				■								■
5											■	
6				■				■	■			
7						■						
8		■									■	
9			■			■						
10							■		■			
11			■								■	
12							■					

Horizontalement

1 Ses méthodes ne sont pas très recommandables.2 Contrôlées en mer.3 Déplacés.- Faiseur de ragots.- Qui est mienne.4 Succès étranger.- Fleur colorée.5 Leur numéro n'a rien d'original.6 Condamnée à vivre.- Transport des banlieusards.- Parfum des jachères.7 Avoir perdu le nord.- Ils ne connaissent pas l'anorexie.8 Reproduire l'image.- Mot à claque.9 Pour le contrer il faut du coffre.- Langue parlée au moyen âge.- Disputes de couple.10 Ramassés.- Compagnie U-S.11 Le quart de VIII.- Lac d'Afrique équatoriale.12 Futur bouquin.- Ne lâche pas le morceau.

Verticalement

1 Équipement d'usine.2 Fixer solidement.- Dans lequel on a mis bon ordre.3 Ont une vue imprenable sur le chantier.4 S'opposa à une politique gaulliste.- Remettre à flot.5 Héros de Brecht.- Gros poisson agressif.6 Plante lacustre.- Pièce de peu de valeur.7 Pièces de toitures.- La clé des chants.8 Bouts d'un lien.- Question de bon sens.- Jardina.9 Introduit le gérondif.- Nauru en bref.- Époque marquante.- Devant La Rochelle.10 Union des 27.- Soeur et femme d'Osiris.- Abris douillés.11 Chercha à faire une récolte.- Filet de pêche demi-circulaire.12 Agence d'Ariane.- Catastrophe.

Grille N° 3

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2									■			
3							■	■	■		■	
4				■								■
5			■									
6				■								
7						■						■
8		■			■				■			
9						■					■	
10		■						■				
11		■						■		■		
12						■						

Horizontalement

1 Drôlerie.2 Réduite à la dépendance.- Vianney y fut curé.3 Magnificence.- Rond aux deux bouts.4 Elle est foutue, elle mange trop.- Besogne.5 Union libre.- Séances en cour.6 Lieu d'action pour Defoe.- Jolis passereaux.7 Oeufs de parasite.- Capitale d'Europe du nord.8 Chiffre de PME.- Monnaie d'hier.- Lieutenant en raccourci.9 Arbre du bord de la rivière.- Place de marmouset.10 Pour compter après cent.- Nourriture pour solipède.11 Poisson vorace.- C'est gracieux comme geste.12 Volume de bûche.- Se déplace sur le tapis.

Verticalement

1 Propos incompréhensibles.2 Plante potagère.3 Bonne à mettre au rancard.- Se fait souvent taper dessus.4 Son rideau s'est relevé dans les années quatre-vingt-dix.- Passer par la mégisserie.5 Rend l'audition difficile.- Sa capitale est riche en musées celtiques.6 Peut entraîner la mort.- Cardinaux opposés.7 Pas davantage.- Donne du parfum aux propos de Marius.- Écrasé.8 Arrivé à bon terme.- Pelucheux.9 Princesses indiennes.- Suivi du regard.10 Racines secondaires.11 Préfixe privatif.- Rongeur frugivore.- Ceinture à gros noeud.12 A le soleil pour lui au petit matin.- Hommes d'holocauste.- Sa tripe part en fumée.

AVEC UNE FORTE HAUSSE DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe Volkswagen enregistre un solide début d'exercice 2023

Le Groupe Volkswagen enregistre un solide début d'exercice 2023. Malgré une conjoncture difficile à l'échelle mondiale, le résultat opérationnel hors incidences de réévaluation principalement liées à des opérations de couverture sur les matières premières affiche une solide croissance au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires augmente de 22 %, à 76 milliards d'euros. Cette hausse est portée notamment par la reprise des ventes en volume, en Europe et en Amérique du Nord. L'amélioration du positionnement tarifaire a également eu une incidence positive sur le chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel hors incidences de réévaluation liées à des opérations de couverture sur les matières premières augmente de 35 %, à 7,1 milliards d'euros. La marge opérationnelle correspondante est de 9,3 %, au-dessus de la fourchette de 7,5 à 8,5 % ciblée par le Groupe Volkswagen.

Le résultat opérationnel passe de 8,3 milliards d'euros à 5,7 milliards d'euros en glissement annuel. Ce recul s'explique par des effets négatifs, sans incidences sur la trésorerie, liés principalement à des opérations de couverture sur les matières premières, à hauteur de 1,3 milliard d'euros au 1er trimestre 2023. Au 1er trimestre

2022, le résultat opérationnel avait bénéficié d'effets positifs, sans incidences sur la trésorerie, liés à des opérations de couverture sur les matières premières, à hauteur de 3,2 milliards d'euros. La rentabilité opérationnelle s'établit à 7,5 % au premier trimestre 2023.

INVESTISSEMENT DE PLUS DE 10 MILLIONS D'EUROS

eROCKIT présente l'investisseur indien Motovolt

Lors d'une conférence de presse à Berlin, le fournisseur de technologies berlinois et fabricant de deux-roues eROCKIT a présenté son nouveau actionnaire. La société indienne de mobilité électrique Motovolt a acquis une participation dans eROCKIT AG et investit un million d'euros dans la société allemande. Un investissement supplémentaire de 10 millions d'euros sera réalisé dans la construction d'une usine de production eROCKIT en Inde. Cet investissement renforce la production de l'"eROCKIT One" à Hennigsdorf, près de Berlin. Dans le cadre de la stratégie de produit, un modèle d'entrée de gamme eROCKIT

sera développé au cours des prochains mois, qui servira de plateforme pour d'autres modèles internationaux. La future stratégie de modèle d'eROCKIT : un modèle premium ("eROCKIT One"), un modèle de performance à venir, un modèle d'entrée de gamme pour le marché européen et un modèle distinct pour les marchés internationaux et l'Inde également. En outre, en tant que fournisseur de technologies, eROCKIT implémentera sa technologie de propulsion hybride humaine dans d'autres domaines d'application et véhicules de plusieurs types. Andreas Zurwehme (Président du Directoire d'eROCKIT AG) : "Notre technologie sert les per-

sonnes et résout les problèmes de mobilité dans le monde entier. Nos véhicules représentent l'exercice sain, la mobilité propre, une meilleure qualité de l'air dans nos villes et moins de bruit. En outre, nous contribuons à atteindre les objectifs climatiques avec eROCKIT." Tushar Choudhary (PDG de Motovolt) : "L'Inde est le plus grand marché de deux-roues au monde. La demande de véhicules innovants et sans émissions est énorme. Pour nous, eROCKIT signifie une technologie de pointe et un ingénierie allemande. Nous investissons donc dans cette entreprise et ensemble, nous la mènerons à un grand succès international." Également présents lors de l'événement de presse à Ber-

lin: Richard Gaul (Conseil de surveillance d'eROCKIT AG), le professeur Jo Groebel (Conseiller d'eROCKIT), ainsi que le professionnel de football de première ligue Max Kruse et l'influenceur allemand des médias sociaux Aaron Troschke. Les deux célébrités croyaient déjà en la société et ont investi dans eROCKIT en tant que business angels depuis environ deux ans. Max Kruse explique à propos de l'eROCKIT : "C'est aussi facile à conduire qu'un vélo, mais ensuite vous roulez soudain à 100 km/h sur l'autoroute. C'est bien sûr une expérience de conduite vraiment géniale."

DANS UN PAYS ENGAGÉ DANS LA MOBILITÉ H2

Premiers essais clients de Renault Master Van H2-TECH

Pour la deuxième année, HYVIA participe au World Hydrogen Summit 2023 à Rotterdam, aux Pays-Bas. C'est l'occasion de mettre à l'essai Renault Master Van H2-TECH pour les clients d'un pays à la pointe de la mobilité hydrogène, stratégique pour HYVIA.

HYVIA monte en puissance aux Pays-Bas, avec le soutien de Renault Group Pays-Bas. Lors du lancement de HYVIA aux Pays-Bas, quatre concessionnaires assureront les services de préparation, d'entretien et de réparation des véhicules à hydrogène. Les concessionnaires désignés sont Terwolde Groningen, Stam Amersfoort, Bochane Arnhem et Van Mossel Rotterdam.

Les concessionnaires sont situés à des emplacements clés dans quatre villes stratégiquement sélectionnées, afin de couvrir dès le départ un vaste territoire du pays. Aujourd'hui, ces sites sont déjà dédiés aux véhicules utilitaires légers en termes d'équipement et d'organisation.

Après la signature d'une première commande dans le pays avec GP GROOT, acteur majeur dans le domaine de la recyclabilité et l'énergie renouvelable, HYVIA annonce également la création de HYVIA Financial Services : une solution de financement pour les véhicules et les stations de recharge H2 qui sera déployée progressivement en Europe.

Par ailleurs, HYVIA organisera une Conférence sur la mobilité hydrogène le 25 août, avec ses partenaires Plug, Renault Group, BWT Alpine F1 Team et Renault Group Pays-Bas lors du Grand Prix de Formule 1 de Zandvoort aux Pays-Bas.

SHELL ET VOLKSWAGEN DÉPLOIENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE

Ouverture de la première station de recharge innovante Flexpole

Shell Allemagne et le Groupe Volkswagen unissent leurs forces pour poursuivre le déploiement d'infrastructures de recharge dédiées à l'électromobilité. Le 4 mai 2023, la première station de recharge innovante Flexpole de 150 kW fournie par Elli a été mise en service dans une station-service Shell de Göttingen, en Allemagne. La borne de recharge fournie par la marque Volkswagen Elli est dotée d'un système de stockage sur batterie unique en son genre permettant le raccordement à un réseau électrique basse tension. Cette nouvelle technologie permet d'installer des bornes de recharge en toute simplicité et avec une grande souplesse afin de pouvoir accélérer le déploiement du réseau de recharge. Après une phase d'essai réussie, Shell et Volkswagen prévoient d'installer la station de recharge Flexpole sur d'autres sites allemands et européens. « Les stations de recharge Flexpole de la société Volkswagen Elli nous

permettent de contribuer de manière significative à la nécessaire extension du réseau d'infrastructures de recharge, notamment en des lieux où il est difficile de mettre en œuvre des solutions de recharge rapide. Shell compte déjà parmi les principaux fournisseurs d'infrastructures de recharge à domicile, sur les lieux de travail, sur le réseau d'éclairage public et sur notre réseau de stations-service. Nous entendons apporter notre contribution pour permettre aux automobilistes de franchir le pas de la transition vers les véhicules électriques, et ainsi réduire les émissions de CO2 dans le secteur des transports », indique Tobias Bahnsen, Directeur de Shell E-Mobility, responsable de l'activité de l'entreprise en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Simon Löffler, Directeur Commercial (Chief Commercial Officer) chez Elli, ajoute : « La rapidité de déploiement du réseau d'infrastructures de recharge est un fac-



teur crucial pour accélérer la transition vers l'électromobilité. En proposant des innovations comme la borne de recharge Elli Flexpole, nous apportons une contribution utile. Cette borne de recharge peut

en effet être montée presque partout sans nécessiter d'importants travaux d'installation, ce qui en fait une solution idéale pour accélérer l'installation de solutions de recharge rapide. Nous nous réjouis-

sons d'avoir trouvé en Shell un partenaire solide qui, comme nous, est déterminé à assurer un développement rapide du réseau de recharge en Allemagne et en Europe.»

FINANCEMENT DES PROJETS GAZIERS ET PÉTROLIERS EN AFRIQUE Vers le lancement d'une banque d'ici fin 2023

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) prévoient de lancer une banque dédiée au financement des projets gaziers et pétroliers en Afrique, d'ici fin 2023, a rapporté le site d'information Pulse Nigeria le 4 mai, citant le secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim.

« Les pays membres de l'APPO collaborent avec Afrximbank pour lancer une banque de l'énergie, d'ici la fin de l'année en cours, afin de réduire les besoins en financements étrangers », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Le processus de création de la banque a atteint un niveau avancé. La décision relative à l'emplacement du siège de cette institution et à la date exacte de son lancement sera prise prochainement ».

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mardi 09 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALGÉRIE-CHINE

Renforcer davantage la coopération économique

La Chine est un partenaire fiable pour l'Algérie. Le conseiller commercial de l'ambassade de Chine en Algérie, Chen Zhong a réitéré la forte volonté du gouvernement chinois pour le renforcement de la coopération algéro-chinoise. Lors d'un point de presse animé hier en marge de la 25ème édition du BATIMATEC «Salon International du Bâtiment des Matériaux de construction et des Travaux publics», le diplomate chinois a annoncé la participation de 10 sociétés chinoises issues de la Province de Zhejiang à cette édition.

Un nombre qui montre l'importance qu'accorde la Chine au marché algérien, notamment dans ce domaine du bâtiment et fabrication de matériaux de construction. Cette Province de Zhejiang est considérée comme la plus dynamique économiquement en Chine avec un PIB de 115 milliards de dollars en 2022. Pour ce qui est des échanges commerciaux entre l'Algérie et la province de Zhejiang, le conseiller a indiqué qu'ils avaient atteint lors de l'année dernière les 2,03 milliards de dollars.

S.R.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

11 morts et 93 blessés sur les routes en 48 heures

Le commandant Samir Bouchehit, chef du bureau de coordination de la circulation au commandement général de la gendarmerie nationale, a révélé avant-hier que 48 accidents de la circulation ont été enregistrés à travers du réseau routier national, en 48 heures, ayant entraîné la mort de 11 personnes et des blessures à 93 autres.

Dans une déclaration à Radio, le commandant Bouchehit a déclaré : « L'une des principales raisons de ces accidents est que le commandement de la gendarmerie nationale a enregistré 12 accidents de la circulation résultant d'excès de vitesse dans les virages, en plus de 7 accidents dus au non-respect des consignes de la distance de sécurité entre les véhicules. » Il a ajouté que « le nombre d'accidents est jugé élevé par rapport à la semaine précédente ».

GOLFE DU MEXIQUE

30 milliards de dollars pour colmater 14.000 puits pétroliers inactifs

Le colmatage des puits pétroliers inactifs dans les eaux américaines du golfe du Mexique coûterait plus de 30 milliards de dollars, mais serait beaucoup moins onéreux en se concentrant sur ceux les plus proches des côtes, plus à risque pour l'environnement, selon une étude parue lundi.

Des chercheurs basés aux États-Unis ont dénombré, dans cet article paru dans la revue Nature Energy, quelque 14.000 puits qui ne produisent plus d'hydrocarbures mais n'ont pas encore été rebouchés. Un total de 82.000 puits ont été forés dans cette zone, dont 64.000 ont été bouchés de manière permanente. Ils sont situés au large des côtes américaines dans des eaux fédérales ou sous juridiction des États d'Alabama, de Louisiane ou du Texas. Les puits inactifs doivent normalement être colmatés avec du ciment pour éviter une fuite d'hydrocar-

ALGÉRIE-SYRIE

Entretien téléphonique Tebboune - Al-Assad

Le président de la République a reçu lundi un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe syrienne, pays frère, M. Bachar al-Assad, lors duquel il lui a fait part de ses vifs remerciements et de son estime pour les efforts incessants qu'il a consentis pour permettre à la Syrie de retrouver, dans le cadre de la présidence algérienne du Sommet arabe, son siège à Ligue arabe, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République a reçu lundi un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe syrienne, pays frère, M. Bachar al-Assad lors duquel il lui a fait part de ses vifs remerciements et de son estime pour les efforts incessants



consentis par Monsieur le Président pour permettre à la Syrie de retrouver, dans le cadre de la présidence algérienne du Sommet arabe, son siège à Ligue arabe, et souhaité au peuple algérien davantage de progrès et de prospérité», lit-on dans le communiqué. A son tour, «le président de la République a exprimé à son homologue syrien son estime et ses félicitations pour le retour de la Syrie, pays frère, à la Ligue arabe, souhaitant au peuple syrien frère davantage de

progrès et de force, et à l'action arabe commune de parvenir à la réalisation des aspirations des peuples arabes à la force, à la stabilité et au développement», a ajouté la même source. «Les deux présidents ont convenu également d'échanger les visites et de définir un programme d'action intensif couvrant l'ensemble des secteurs pour une consolidation continue des relations historiques privilégiées unissant les deux pays», conclut le communiqué.

FORUM MONDIAL DE L'ÉDUCATION

Le ministre Belaabed depuis dimanche à Londres

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, prend part à Londres au Forum mondial de l'Éducation, placé cette année sous le thème, "Nouveaux départs: Nourrir la culture de l'apprentissage, renforcer la résilience, promouvoir la durabilité. Une éducation plus forte, plus audacieuse et meilleure".

Le forum, qui se tient du 7 au 10 mai, verra la participation de pas moins de 117 ministres,

dont M. Belaabed qui conduit une délégation représentant les secteurs de l'Éducation, l'Enseignement Supérieur et la Formation professionnelle. Des ateliers de travail devront faire un état des lieux sur l'éducation, les défis et les changements à plus long terme, selon les organisateurs, qui espèrent que les échanges "permettraient aux participants de mieux comprendre les moyens d'un fonctionnement des systèmes éducatifs et contribuer à influencer la vie et la culture de manière positive". Les délégations devraient également évoquer la question du "renforcement de la résilience des personnes, des organisations et des systèmes d'apprentissage et d'éducation".

Les participants devront examiner aussi les politiques de développement notamment des connaissances et des compétences.

Le programme de ce forum prévoit, d'autre part, d'engager une réflexion sur "l'importance du leadership", et "le potentiel croissant du soutien technologique aux objectifs fondamentaux de l'éducation", en plus de mettre l'accent sur "la durabilité de l'éducation", dans les piliers d'enseignement, primaire, moyen et universitaire.

Fondé en 2002, le Forum mondial de l'éducation est parrainé par plusieurs ministères britanniques notamment ceux de l'Éducation et des Affaires Étrangères, ainsi que par le British Council.

R.I.